

O'Gliss Park – Projet Sting Ray

Annexe n° 12 : Pré-diagnostic écologique [AGGRA Concept, Septembre 2023]

Maître d'Ouvrage :
SAS O'Gliss Park

M. THIBAUD Michael
Route de la Tranche – 85560 LE BERNARD

Pré-diagnostic écologique

PROJET : Construction d'un ensemble de 4 toboggans sur le parc aquatique

AGGRA Concept
Z.I. de l'Erette, avenue Clément Ader
44810 Héric

Tél. 09 83 59 33 35
contact@aggraconcept.com

Rédacteurs :

Date :

Calyse BONAMY
Alexandre PEDEAU
Septembre 2023

SOMMAIRE

1.	Introduction	4
1.1.	Objet de la consultation.....	4
1.2.	Situation géographique	4
1.3.	Définitions des zones d'étude.....	6
2.	Recherches bibliographiques environnementales.....	7
2.1.	Usages des sols dans le périmètre de l'aire d'étude éloignée.....	7
2.2.	Zonages de milieux naturels à enjeux.....	7
2.3.	Trames verte et bleue.....	14
2.3.1.	Milieux humides - Trame bleue	14
2.3.2.	Corridors biologiques terrestres – Trame verte	16
3.	Recherches bibliographiques d'observations d'espèces	19
3.1.	Référenciels utilisés	19
3.2.	Hiérarchisation des enjeux	21
3.3.	Faune	22
3.3.1.	Données ornithologiques.....	22
3.3.2.	Données mammalogiques terrestres	25
3.3.3.	Données chiroptérologiques.....	25
3.3.4.	Données herpétologiques.....	26
3.3.5.	Données entomologiques.....	27
3.4.	Flore	27
4.	Synthèse des enjeux du site.....	29
5.	Annexes	30

TABLE DES ILLUSTRATIONS

<i>Figure 1 : Plan de situation [Géoportail]</i>	4
<i>Figure 2 : Plan de situation [Géoportail]</i>	5
<i>Figure 3 : Vue aérienne de la zone d'implantation du projet dans son environnement [Géoportail]</i>	5
<i>Figure 4 : Aires d'études éloignées définies autour de la zone du projet pour le zonage des milieux naturels réglementés et patrimoniaux [Géoportail]</i>	6
<i>Figure 5 : Usage des sols au sein de l'aire d'étude éloignée du projet [Corine Land Cover, 2018]</i>	7
<i>Figure 6 : Localisation des espaces naturels à enjeux au sein de l'aire d'étude éloignée du projet</i>	13
<i>Figure 7 : Pré-localisation des zones humides au sein de l'aire d'étude éloignée du projet [tampon de 1 km ; DREAL Pays de la Loire, 2014]</i>	15
<i>Figure 8 : Identification des zones humides de la commune du Bernard [HYDRO CONCEPT, 2012 & Géoportail de l'urbanisme]</i>	16
<i>Figure 9 : Corridors écologiques terrestres et réservoirs de biodiversité au sein de l'étude éloignée du projet [tampon de 1 km ; SRCE Pays de la Loire, 2014]</i>	17

Figure 10 : Espaces naturels d'intérêt dans le cadre du Plan local d'Urbanisme (PLU) de la commune du Bernard [Géoportail de l'urbanisme] 18

Figure 11 : Définition des enjeux de responsabilité régionale pour les espèces végétales. En haut à gauche, les enjeux relatifs aux listes rouges nationales et régionales. Au centre à gauche, les enjeux relatifs aux protections nationale et régionale et les critères « déterminants ZNIEFF » à l'échelle régionale. En bas à gauche, le critère d'indigénat de l'espèce considérée. 21

Figure 12 : Définition des enjeux de responsabilité régionale pour les espèces faunistiques. En haut à gauche, les enjeux relatifs aux listes rouges nationales et régionales. Lorsque la liste rouge régionale est inexistante, le critère « note » relatif à la liste rouge nationale est doublé. En bas à droite, les enjeux relatifs aux protections nationale et régionale, les enjeux relatifs aux annexes de la Directive « Habitats-Faune-Flore » et les critères « déterminants ZNIEFF » à l'échelle régionale. 22

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Tableau récapitulatif des zonages des milieux naturels à enjeux 10

Tableau 2 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales d'oiseaux hivernants mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre..... 23

Tableau 3 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales d'oiseaux nicheurs mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre 23

Tableau 4 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales d'oiseaux migrateurs mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre..... 24

Tableau 5 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales de mammifères (hors chiroptères) mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre..... 25

Tableau 6 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales de chiroptères mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre..... 26

Tableau 8 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales de reptiles mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre..... 26

Tableau 7 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales d'amphibiens mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre..... 27

Tableau 9 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales d'invertébrés mentionnées pour les communes du Givre 27

Tableau 10 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales de flore mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre..... 28

1. INTRODUCTION

1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

Dans le cadre d'un projet de construction d'un ensemble de 4 toboggans en lieu et place d'une attraction existante, le bureau d'études AGGRA Concept a été sollicité pour fournir la synthèse des données naturalistes accessibles à travers les bases disponibles.

Les objectifs de cette expertise sont :

- D'établir une liste des espèces faunistiques et floristiques en vue d'identifier les espèces fréquentant le site ;
- De définir les enjeux écologiques potentiels de la zone afin de mettre en évidence les éventuelles problématiques liées aux aspects faune et flore.

Pour y parvenir, les missions réalisées sont les suivantes :

- Bilan des ressources bibliographiques (extraction de bases de données existantes) ;
- Synthèse des statuts et évaluation des potentialités du site en termes d'enjeux écologiques.

Plusieurs membres de l'équipe d'AGGRA Concept ont participé à ce projet :

- Alexandre PÉDEAU (synthèse bibliographique).
- Clément JOUBEL (cartographie).
- Calysse BONAMY (rédaction).

1.2. SITUATION GEOGRAPHIQUE

Le projet de construction de toboggans est localisé dans la région Pays de la Loire, dans le département de la Vendée (85), au nord-est de la commune du Bernard. D'un point de vue général, la zone du projet est limitrophe des communes de Moutiers-les-Mauxfaits, située à environ 1,7 km au nord et du Givre, à environ 650 m à l'est.

Ce projet d'aménagement consiste à renouveler l'offre touristique du parc aquatique en remplaçant une attraction existante par un ensemble de 4 toboggans. Le projet vise à donner une nouvelle dynamique au parc avec cette exclusivité mondiale.

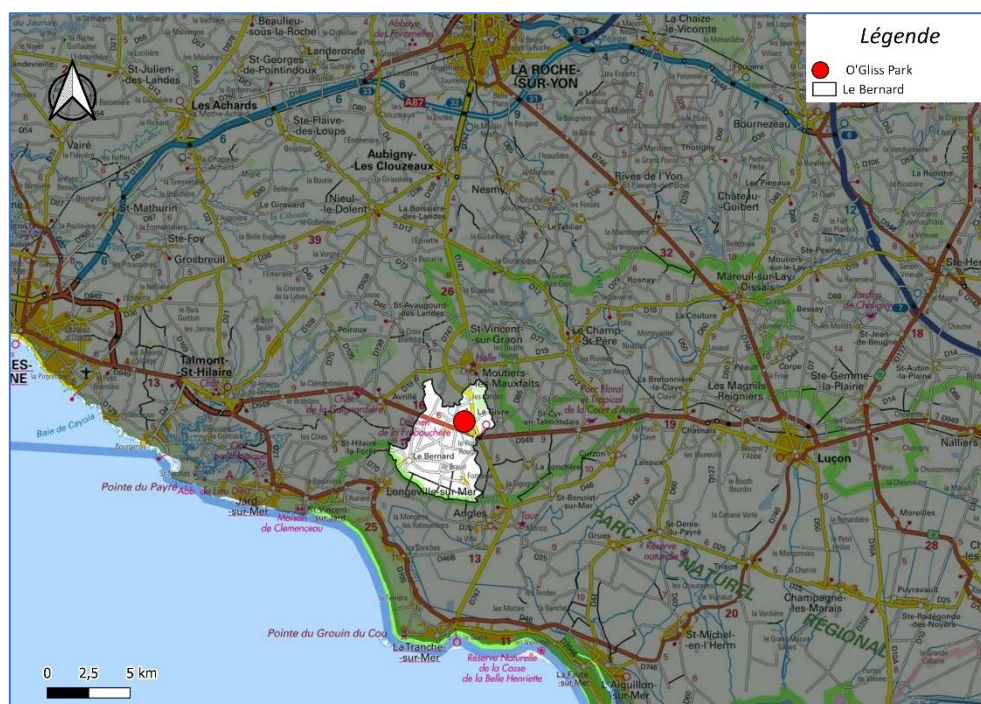


Figure 1 : Plan de situation [Géoportail]

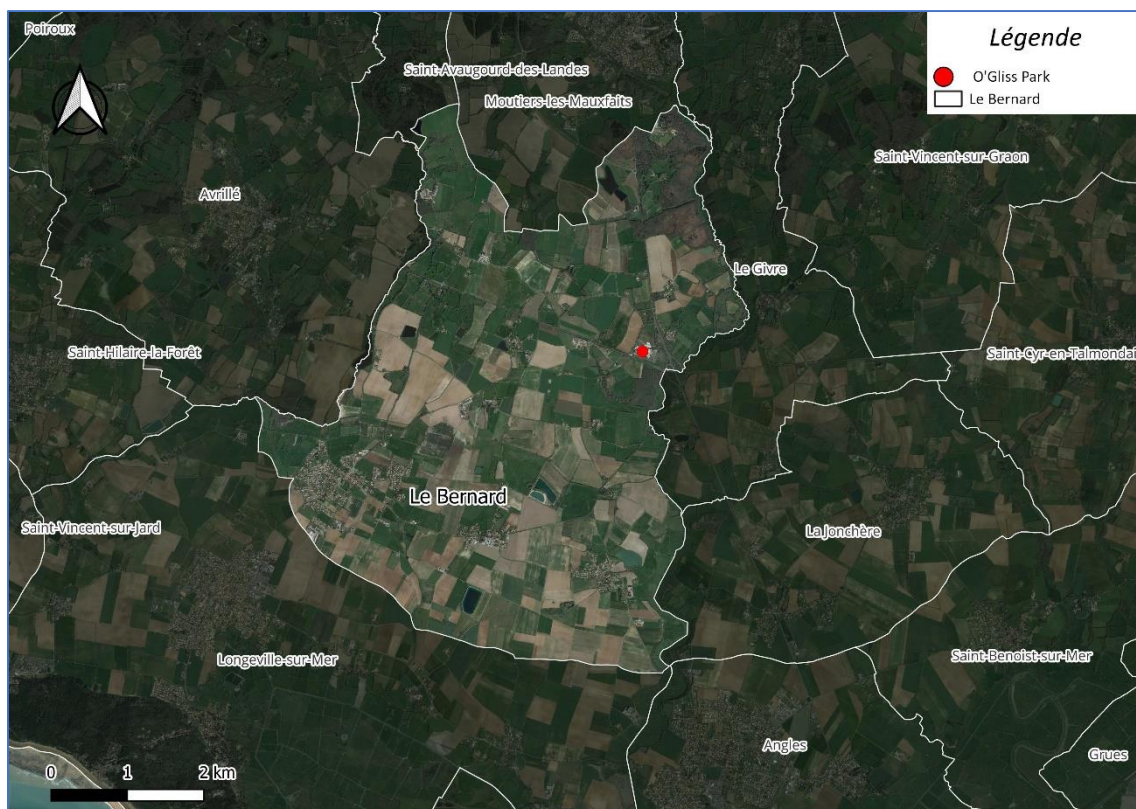


Figure 2 : Plan de situation [Géoportail]



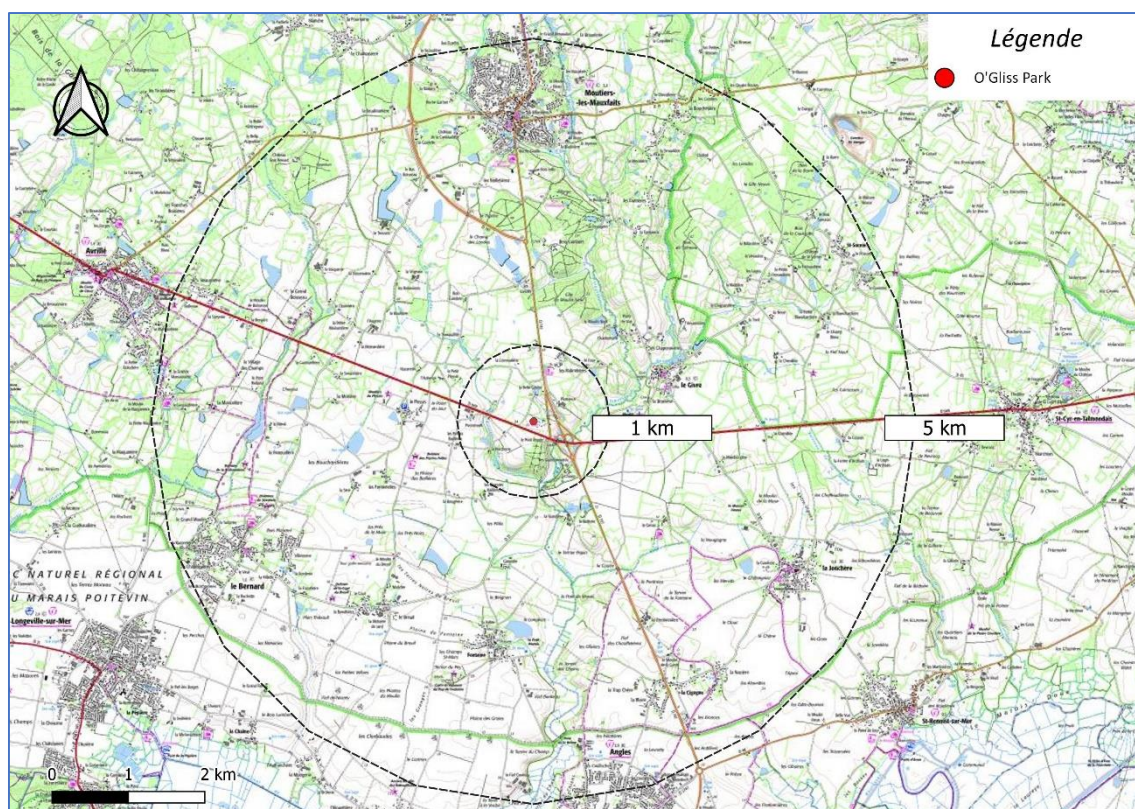
Figure 3 : Vue aérienne de la zone d'implantation du projet dans son environnement [Géoportail]

1.3. DEFINITIONS DES ZONES D'ETUDE

Dans le cadre du projet de construction de toboggans, plusieurs échelles de réflexion ont été utilisées pour l'analyse en fonction des données bibliographiques disponibles en vue de confirmer la présence de certaines espèces et les éventuelles sensibilités écologiques.

Pour le recueil bibliographique :

- Périmètre bibliographique pour le zonage des milieux naturels : en vue du contexte réglementaire du secteur, une aire constituée d'un rayon de 5 km autour de la zone du projet a été prise en compte pour le recueil des zones comprenant une délimitation des milieux naturels réglementés ou patrimoniaux. En ce qui concerne, les enjeux relatifs à la trame verte et bleue, ce périmètre a été restreint à 1 km autour de la zone du projet.
- Périmètre bibliographique d'observation des espèces et des habitats : il s'agit d'une zone intégrant les données disponibles pour les communes du Bernard, mais également des communes de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre, étant donné leur proximité immédiate avec le projet.



2. RECHERCHES BIBLIOGRAPHIQUES ENVIRONNEMENTALES

2.1. USAGES DES SOLS DANS LE PERIMETRE DE L'AIRE D'ETUDE ELOIGNEE

Situé au sein du bocage rétro-littoral sud-vendéen, le périmètre de l'aire d'étude éloignée est marqué par une forte influence agricole dans le façonnement des paysages, avec une alternance de parcelles cultivées et pâturées, avec un réseau bocager encore relativement présent.

D'après la nomenclature Corine Land Cover 2018, la surface du projet est située dans la catégorie « terres arables hors périmètres d'irrigation ». Ce type de paysage est marqué par des paysages ouverts, ceinturés de haies, mais relativement pauvres d'un point de vue biologique.

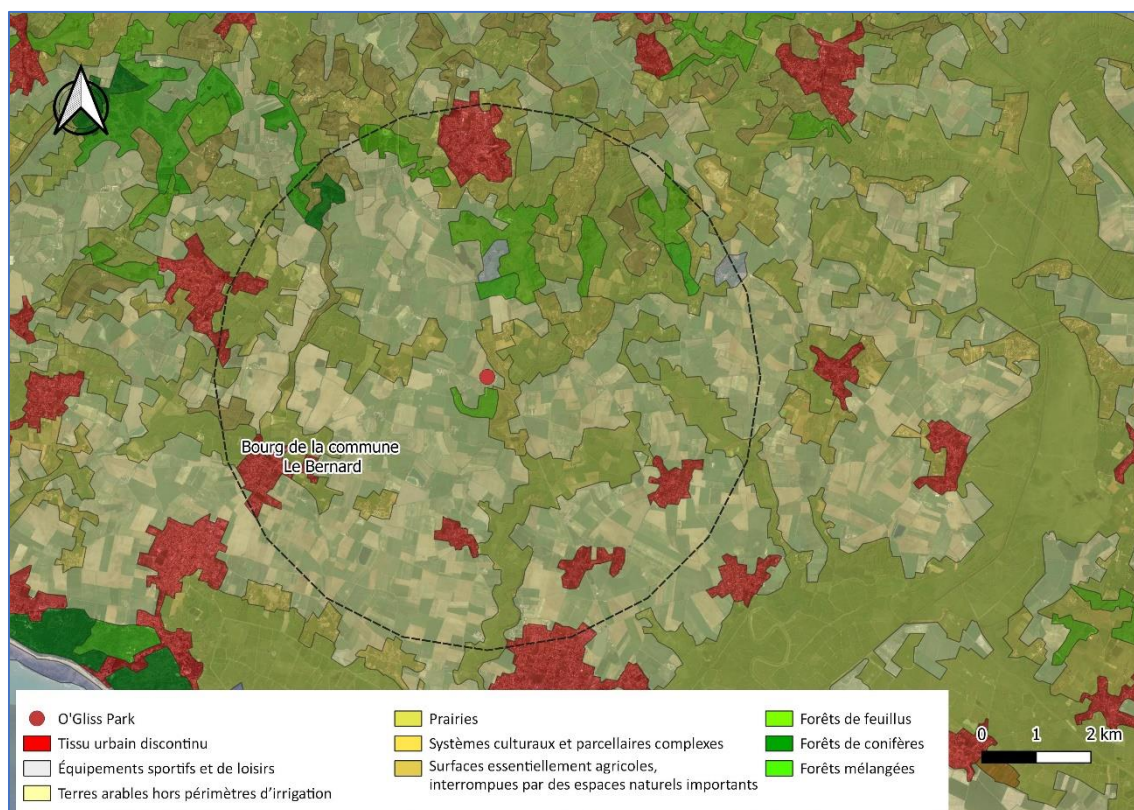


Figure 5 : Usage des sols au sein de l'aire d'étude éloignée du projet [Corine Land Cover, 2018]

2.2. ZONAGES DE MILIEUX NATURELS A ENJEUX

Le zonage des milieux naturels correspond aux secteurs où l'administration, à l'échelle européenne ou nationale, ou un organisme spécialisé dans la protection du patrimoine naturel via la maîtrise foncière, exerce un rôle pour la préservation des habitats naturels et des espèces animales et végétales d'intérêt communautaire. À ce titre, plusieurs types de protections peuvent être distingués :

PERIMETRE DE PROTECTION : il s'agit de zones protégées strictement ou réglementairement contrainte, au titre de la législation en vigueur. Ces périmètres se déclinent à plusieurs échelles et selon plusieurs outils :

- Les **ARRETES DE PROTECTION DE BIOTOPE (APPB)** et les **ARRETES DE PROTECTION DES HABITATS NATURELS (APHN)** visent à assurer la préservation des habitats naturels au titre de la protection des sites d'intérêt biologique. Les périmètres concernés peuvent être par exemple des formations naturelles peu modifiées par l'Homme, mais également des sites artificiels (mines, carrières...). Ces outils sont pris par le préfet sont de nature à limiter, voire interdire, la destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels.
- Les **RESERVES NATURELLES NATIONALES (RNN)** et les **RESERVES NATURELLES REGIONALES (RNR)** sont des espaces protégés dont le patrimoine naturel est caractéristique et remarquable, tant au niveau de

sa diversité biologique terrestre ou marine que des milieux naturels fonctionnels. Créées par décret ministériel et placées sous l'autorité administrative du préfet dans le cadre de la Stratégie de Création d'Aires Protégées (SCAP), ces zones bénéficient d'une réglementation forte qui vise la conservation des espaces naturels et des espèces associées et sont gérées par un organisme local de protection de la nature.

- Les **RESERVES BIOLOGIQUES** constituent un statut de protection spécifique aux espaces relevant du régime forestier. Créés par arrêté ministériel, ces outils spécifiques aux forêts publiques visent à maintenir la gestion durable et multifonctionnelle des espaces forestiers remarquables. Du fait de leur statut, les réserves biologiques sont gérées par l'Office National des Forêts (ONF). Deux types de réserves biologiques sont distingués : les **RESERVES BIOLOGIQUES INTEGRALES (RBI)**, qui interdisent la destruction, l'altération ou l'exploitation sylvicole dans les zones concernées, dans le but de protéger et de suivre l'évolution naturelle des forêts, le fonctionnement des écosystèmes et le développement de la biodiversité associée aux arbres âgés et au bois mort (insectes et autres organismes saproxylophages, champignons...) dans des conditions supposées proches de ce qu'elles seraient en l'absence d'impacts anthropiques, et les **RESERVES BIOLOGIQUES DIRIGÉES (RBD)**, qui ont pour objectif la conservation de milieux ou d'espèces remarquables et vulnérables au travers une protection réglementaire et une gestion conservatoire spécifique. Les réserves biologiques dirigées peuvent également être représentées par des milieux naturels intra-forestiers, périphériques et non boisés (dunes, pelouses sèches, prairies humides, tourbières...) qu'il convient de protéger de la colonisation naturelle par la végétation forestière et dont la préservation et la gestion conservatoire représente un enjeu écologique important.
- Les **PARCS NATIONAUX (PN)** visent à protéger de grands ensembles d'écosystèmes terrestres ou marins, reconnus pour leur richesse naturelle et paysagère exceptionnelle. Instaurés par décret du Conseil d'Etat, instruits par le préfet et rattachés à l'Office Français de la Biodiversité (OFB), ces espaces sont voués à protéger et valoriser un ensemble de territoires remarquables et une multitude d'espèces, en les préservant des dégradations et des atteintes susceptibles d'en altérer la diversité, la composition, l'aspect ou l'évolution. Chaque parc national se compose de deux secteurs à la réglementation distincte : une zone de protection centrale appelée « zone cœur » qui relève des espaces prioritaires dans la stratégie de création d'aires protégées (SCAP), où la réglementation stricte assure une protection forte du patrimoine naturel et paysager et une zone périphérique correspondant à une aire d'adhésion où les communes volontaires s'engagent dans une politique de développement durable afin d'atteindre les objectifs de protection de la « zone cœur ».
- Les **RESERVES INTEGRALES DE PARCS NATIONAUX (RIPN)** sont des espaces particuliers de parcs nationaux où une réglementation spécifique supplémentaire s'impose, plus restrictive que la réglementation générale du reste du parc. Edictées par décrets par le conseil d'Etat, elles visent à assurer une protection plus importante de la biodiversité, afin de limiter les perturbations entraînées par l'Homme sur ces zones et de pouvoir suivre l'évolution naturelle des différents écosystèmes.
- Les **RESERVES DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE (RCFS)** et les **RESERVES NATIONALES DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE (RNCFS)** sont des aires protégées qui ont pour vocation d'assurer une conservation des milieux naturels et des espèces de faune sauvage (oiseaux migrateurs ou mammifères notamment). Décrétées par arrêtés préfectoraux ou ministériels selon leur importance et gérés par l'Office Français de la Biodiversité (OFB) la plupart du temps, l'objectif des réserves de chasse et de faune sauvage est de protéger les espèces à forte valeur patrimoniale tout en veillant à maintenir un équilibre sylvo-cynégétique, c'est-à-dire un maintien de la gestion forestière et des activités de chasse dans un équilibre cohérent avec la préservation et le développement des populations de faune sauvage.

PERIMETRE DE CONCERTATION ET DE CONVENTION : ces périmètres sont gérés (et financés) dans le cadre d'une convention collective entre plusieurs membres du territoire ou d'entités juridiques. Le réseau le plus développé dans ce fonctionnement conventionnel est le réseau européen Natura 2000. Celui-ci est basé sur deux directives :

- Directive de l'UE 92/43/CEE du 21 mai 1992 dite « Habitats-Faune-Flore » dont découlent les **ZONES SPECIALES DE CONSERVATION (ZSC)**, espaces désignés sur la base des Sites d'Intérêt Communautaire (pSIC) et dont le patrimoine naturel présente un fort intérêt communautaire à l'échelle européenne. Ces zones ont pour but d'assurer le refuge, la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés et à forts enjeux de conservation en Europe. Les états membres doivent alors s'engager à prendre les mesures nécessaires pour le maintien de ce patrimoine naturel dans un état de conservation favorable pour les sites concernés.
- Directive de l'UE 2009/147/CE du 30 novembre 2009 dite « Oiseaux » dont découlent les **ZONES DE PROTECTION SPECIALE (ZPS)**, espaces où la conservation des oiseaux in situ est une priorité. Comme pour les ZSC, les états membres s'engagent à prendre les mesures réglementaires ou contractuelles nécessaires à un maintien de conservation favorable de l'avifaune dans les zones désignées.

D'autres entités issues de conventions internationales existent également :

- Les **SITES RAMSAR** sont des espaces désignés en application de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale et qui visent à promouvoir la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides, en maintenant une diversité biologique et les services écosystémiques associés. Même si la délimitation au travers cette convention n'impose pas de protection réglementaire, l'inscription d'un site Ramsar se superpose le plus souvent à une protection réglementaire nationale.
- Les **RESERVES DE BIOSPHERES (RB)** sont des territoires désignés par l'UNESCO et qui ont pour but de concilier la conservation de la biodiversité, des paysages, des écosystèmes avec le développement d'une économie durable au travers des systèmes sociaux et écologiques soutenables pour l'environnement et un appui de la recherche scientifique et de la formation à l'environnement sur le territoire concerné. Elles intègrent la plupart du temps des zones protégées par une réglementation nationale à des zones tampons dans lesquels l'utilisation durable des ressources sur le territoire est favorisée par les politiques locales. Comme pour les sites Ramsar, ces zones n'imposent pas de réglementation, mais se basent la plupart du temps sur des zones où les législations existantes en matière d'environnement sont plus importantes que sur le reste du territoire.
- Les **PARCS NATURELS REGIONAUX (PNR)** sont des vastes territoires ruraux ou péri-urbains à fort intérêt culturel et naturel, créés à l'initiative des régions et des collectivités territoriales. Ces espaces veillent au développement et l'aménagement durable de leur territoire et à la protection du patrimoine naturel, historique et paysager, au travers de la valorisation et de la préservation des ressources naturelles caractéristiques, des sites remarquables et du maintien de la diversité biologique. Cet outil peut notamment amener une prise en compte plus importante de l'environnement dans les documents d'urbanisme.

PERIMETRE D'INVENTAIRE : ces zonages correspondent à des périmètres qui ont fait état d'un inventaire du patrimoine naturel et qui justifient de fonctionnalités « écologiquement intéressantes ». Sous l'égide du ministère de l'Environnement, ils contribuent à la connaissance du patrimoine naturel national. Ils ne présentent pas de statuts de protection, mais peuvent conduire à réglementer l'occupation du sol et sont la traduction de la prise en compte des enjeux écologiques dans les documents d'urbanisme. Au-delà de l'aspect strictement juridique, ces inventaires donnent de précieuses indications sur la qualité des milieux naturels et sur les espèces patrimoniales. Le plus connu des réseaux de connaissance du patrimoine naturel est le dispositif des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique ou Floristique (ZNIEFF) qui se déclinent en deux catégories :

- Les **ZNIEFF DE TYPE I** recensent les secteurs d'unités écologiques de grande richesse patrimoniale (milieux rares ou représentatifs, espèces protégées et/ou patrimoniales...) et sont souvent de superficie limitée.
- Les **ZNIEFF DE TYPE II** définissent les ensembles naturels homogènes riches et/ou peu modifiés et dont la richesse écologique est remarquable. Leur délimitation s'appuie sur leur rôle fonctionnel dans les connectivités écologiques et leur potentialité biologique. Elles sont souvent de superficie

assez importante et assurent la plupart du temps, le lien entre plusieurs ZNIEFF de type I géographiquement proches.

D'autres zonages viennent compléter ces réseaux de connaissance du patrimoine naturel :

- Les **ZONES IMPORTANTES POUR LA CONSERVATION DES OISEAUX (ZICO)** sont des sites identifiés comme importants pour la reproduction, le développement, la migration ou l'hivernage de certaines espèces d'oiseaux d'importance communautaire. Souvent intégré au dispositif ZNIEFF et Natura 2000, la liste des ZICO n'est plus actualisée depuis 1994 et les données servent souvent d'orientation sur des zones historiquement intéressante en ce qui concerne le développement de l'avifaune, plus que de réelles bases pour l'élaboration de projets d'aménagement et de gestion.

PERIMETRE DE MAITRISE FONCIERE : ces territoires correspondent à des secteurs acquis par des structures associatives dans le but de gérer et de protéger des espaces naturels. La plupart de ces structures (**CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS, CONSERVATOIRE DU LITTORAL**) sont impliquées dans le déploiement des politiques publiques en matière de préservation des ressources naturelles et de la mise en œuvre du réseau Natura 2000 et, à ce titre, peuvent être amenées indirectement à réglementer l'espace naturel. La maîtrise foncière peut également s'exercer au travers d'autres dispositifs :

- Les **ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS)** sont des espaces acquis par les départements qui visent à préserver la qualité de sites fragiles, paysages, habitats et ressources naturelles d'intérêt au travers des mesures spécifiques de protection et de gestion des espaces pour répondre aux enjeux écologiques. Ils permettent aux Conseils départementaux de créer des zones de préemption (DPENS) sur des sites qui présentent la particularité de présenter une fragilité ou une menace sur le court à long terme. Outre cet objectif, les ENS peuvent être aménagés et entretenus dans un but d'ouverture au public et de sensibilisation à l'environnement, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu. Cet outil s'articule la plupart du temps avec d'autres outils de protection et de concertation existants.

D'après les données des différents zonages de milieux naturels, **le périmètre du projet ne fait l'objet d'aucune protection directe au titre de la législation sur les milieux naturels**. Cependant, plusieurs de ces entités sont présentes à proximité de la zone du projet, au sein de l'aire d'étude éloignée (AEE). La description de l'ensemble de ces zonages, ainsi que leur localisation sont répertoriées dans les figures suivantes.

Tableau 1 : Tableau récapitulatif des zonages des milieux naturels à enjeux

Type de périmètre	Nom	Taille et distance vis-à-vis du projet		Enjeux
Zonages de protection				
Arrêtés de protection de biotope (APB)	FR3800602 - Prairies Calcaires Du Fief-Bodin	7,8 ha	2,3 km	Flore et amphibiens
Arrêtés de protection des habitats (APH)	-	-	-	-
Réserves naturelles nationales (RNN)	-	-	-	-
Réserves naturelles régionales (RNR)	-	-	-	-
Réserves biologiques intégrales (RBI)	-	-	-	-
Réserves biologiques dirigées (RBD)	-	-	-	-
Parcs nationaux (PN)	-	-	-	-
Réserves intégrales de parcs nationaux (RIPN)	-	-	-	-
Réserves de chasse et de faune sauvage (RCFS)	-	-	-	-
Zonages de concertation et de convention				

ZSC (Natura 2000)	FR5200659 - Marais Poitevin	47 745 ha	2 km	Habitats, mammifères, entomofaune, amphibiens et ichtyofaune
ZPS (Natura 2000)	FR5410100 - Marais poitevin	68 023 ha	2 km	Oiseaux
Site RAMSAR	-	-	-	-
Réserves de biosphères (RB)	-	-	-	-
Parcs naturels régionaux (PNR)	Marais Poitevin	112 000 ha	2,4 km	-
Zonages d'inventaires				
ZNIEFF de type I	Ruisseau et vallée de Troussepoil (ID : 520015402)	187 ha	2,0 km	Flore, habitats, mammifères et amphibiens
	Le Fief Bodin et côteaux du Troussepoil (ID : 520520026)	15 ha	2,1 km	Flore, entomofaune et amphibiens
ZNIEFF de type II	Bocage à chêne tauzin entre les Sables d'Olonne et la Roche-sur-Yon (ID : 520005733)	32 406 ha	4,0 km	Habitats et mammifères
	Complexe écologique du Marais Poitevin, des zones humides littorales voisines, vallées et côteaux calcaires attenants (ID : 520016277)	70 589 ha	0,3 km	Flore, habitats, oiseaux, amphibiens et mammifères
ZICO	Marais Poitevin et baie de l'Aiguillon (PL13)	78 060 ha	0,3 km	Oiseaux
Périmètre de maîtrise foncière				
Terrains du Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN)	-	-	-	-
Terrains du Conservatoire du littoral (CL)	-	-	-	-
Espaces naturels sensibles (ENS)	-	-	-	-
Autres zonages				
Sites inscrits ou classés	-	-	-	-

APB - FR3800602 - PRAIRIES CALCAIRES DU FIEF-BODIN

L'arrêté prévoit l'équilibre biologiques des milieux et la conservation des biotopes nécessaires au développement de plusieurs espèces végétales protégées, à savoir l'Aceras homme-pendu (*Orchis anthropophorum*) et l'Orchis grenouille (*Dactylorhiza viridis*). De nombreux petits passereaux et rapaces protégés, ainsi que des espèces d'amphibiens (Triton marbré (*Triturus marmoratus*), Rainette verte (*Hyla arborea*)) et de reptiles protégés (Couleuvre verte et jaune (*Hierophis viridiflavus*)) sont également retrouvés.

La zone de protection prévoit l'interdiction de la modification de la topographie des sols, du remblaiement, du comblement et l'assèchement des mares et fossés. Toute construction ou installation est interdite à l'intérieur du périmètre défini par l'arrêté.

ZSC - FR5200659 - MARAIS POITEVIN | ZPS - FR5410100 - MARAIS POITEVIN

Vaste complexe regroupant d'une part des zones littorales et sub-littorales occupées par une grande baie marine avec d'importantes surfaces de vasières tidales, prés-salés, plusieurs estuaires et des cordons dunaires (dont certains boisés), d'autre part, une vaste zone humide arrière-littorale occupée par des prairies naturelles humides saumâtres à oligo-saumâtres et un important réseau hydraulique et enfin, une zone « interne » dénommée « Venise verte », sous influence de l'eau douce et rassemblant divers milieux dulcicoles continentaux comme les forêts alluviales, les bocages à Aulne et Frêne, les fossés à eaux dormantes et plus localement, bas-marais et tourbières alcalines. Enfin, se rajoutent les vallées des cours d'eau alimentant le marais : vallées du Lay, de la Vendée, de l'Autize, de la Guirande, de la Courance, du Mignon et du Curé.

Le marais poitevin est l'une des grandes zones humides du littoral atlantique, satisfaisant à plusieurs critères définis par la convention RAMSAR relative aux zones humides d'importance internationale. Une forte diversité biologique peut être retrouvée avec une grande diversité de formations végétales (herbiers à zostères, végétation aquatique des eaux saumâtres et douces, riche végétation halophytique, nombreuses espèces de prairies calcaires...). Par ailleurs, le site est majeur et d'importance internationale pour la migration pré-nuptiale

de la Barge à queue noire, du Courlis corlieu, ainsi que de nombreuses autres espèces d'anatidés, de limicoles et d'échassiers.

Cependant, le marais poitevin est soumis depuis plusieurs décennies à des facteurs négatifs ayant entraîné des altérations majeures de son fonctionnement et un appauvrissement de sa valeur biologique, tel que l'assèchement des prairies humides, les modifications et l'artificialisation du régime hydraulique, l'altération de la qualité des cours d'eau et la fragmentation des espaces naturels.

PNR - MARAIS POITEVIN

Le Parc naturel régional du Marais poitevin s'étend sur 92 communes de Vendée, des Deux-Sèvres et de la Charente-Maritime, pour un territoire de 204 822 hectares. Celui-ci œuvre pour la sauvegarde, la restauration et la valorisation des espaces naturels du Marais poitevin, dans une dynamique de développement durable.

Le Marais poitevin représente la première zone humide de la façade atlantique. Il offre une richesse écologique d'exception, par la diversité de ses milieux et ses spécificités. Il offre également des paysages uniques, comme en témoigne le label Grand Site de France Marais poitevin.

ZNIEFF I - RUISSEAU ET VALLEE DE TROUSSEPOIL (ID : 520015402)

Cette ZNIEFF est représentée par des prairies humides dulcicoles semi-bocagères, situées en zone d'expansion des crues du Troussepoil. La zone est située à l'interface plaine calcaire, marais et bocage vendéen.

L'intérêt botanique y est majeur avec la présence d'associations végétales remarquables (*Gratiola officinalis-Oenanthe fistulosae*) et d'espèces protégées comme l'Inule britannique (*Inula britannica*), la Cardamine à petite fleur (*Cardamine parviflora*), l'Iris bâtard (*Iris spuria*), la Pulicaire commune (*Pulicaria vulgaris*) ... La ZNIEFF présente également un intérêt mammalogique avec la présence de la Loutre d'Europe et herpétologique avec la présence du pélodyte ponctué (*Pelodytes punctatus*), Couleuvre vipérine (*Natrix maura*) ... Le site est potentiellement très intéressant pour les odonates, les orthoptères et les gastéropodes. Le caractère fortement inondable de la vallée l'a, jusqu'à présent, préservé des mises en culture.

ZNIEFF I - LE FIEF BODIN ET COTEAUX DU TROUSSEPOIL (ID : 520520026)

Le Fief Bodin est un ensemble de coteaux et de friches calcaires sèches : anciennes carrières, pelouses rases pâturées, pelouses à Brachypode penné, broussailles à prunellier, zones plus fraîches à frênes... L'intérêt botanique est exceptionnel pour la flore calcicole avec plus de 30 espèces déterminantes, dont de nombreuses espèces d'orchidées dont l'Orchis grenouille (*Dactylorhiza viridis*), l'Aceras homme-pendu (*Orchis anthropophora*), l'Orchis singe (*Orchis simia* ; 2 stations connues en Vendée) ...

Le site présente également un intérêt entomologique pour les orthoptères (Conocéphale gracieux, Ephippigère carénée...), les lépidoptères (Zygène du Panicaud, Azuré bleu-céleste, Céphale...), les odonates (zone de maturation en relation avec le Troussepoil). Un intérêt pour l'herpétofaune est également présent avec la présence du Triton marbré (*Triturus marmoratus*), de la Vipère aspic (*Vipera aspis*) ...

La fermeture du milieu par développement des arbustes altère la richesse floristique des pelouses calcaires (Fief Bodin...) et des dépôts sauvages dégradent les sites.

ZNIEFF II - BOCAGE A CHENE TAUZIN ENTRE LES SABLES D'OLONNE ET LA ROCHE-SUR-YON (ID : 520005733)

Cet ensemble bocager relativement préservé est intéressant par l'abondance des micro habitats mésophiles de talus permettant le développement d'une flore des landes avec notamment la Bruyère ciliée (*Erica ciliaris*), la Potentille des montagnes (*Potentilla montana*) et l'Asphodèle (*Asphodelus albus*). La présence abondante du chêne Tauzin et du Chêne vert confère à ce secteur un caractère littoral.

Le périmètre présente également un intérêt ornithologique pour la halte migratoire des Courlis corlieu et mammalogique pour la présence de la Loutre d'Europe.

La création de plans d'eau, d'infrastructures routières (La Roche, les Sables) et l'intensification de l'agriculture (prairies temporaires) sont les principales menaces qui pèsent sur ce site.

ZNIEFF II - COMPLEXE ECOLOGIQUE DU MARAIS POITEVIN, DES ZONES HUMIDES LITTORALES VOISINES, VALLEES ET COTEAUX CALCAIRES ATTENANTS (ID : 520016277)

Cette ZNIEFF de type II correspond au Marais poitevin, associé aux milieux palustres, vasières et prés-salés, espaces sableux littoraux, roselières, boisements humides et coteaux calcaires xéro-thermophiles qui constituent une mosaïque d'habitats remarquables où se développent de vastes cortèges floristiques et faunistiques.

La flore du Marais poitevin est remarquable par la diversité des groupements et la présence de nombreuses plantes rares voire protégées, avec souvent des populations importantes (Renoncule à feuilles d'ophioglosse, Iris bâtard...). Parmi ces plantes, il faut souligner la présence de plusieurs stations de Fougère d'eau à quatre feuilles (*Marsilea quadrifolia*), de Salicaire à trois bractées (*Lithrum tribracteatum*), de Silène de Thore (*Silene vulgaris* subsp. *thorei*), l'Euphrase de Jaubert (*Odontites jaubertianus*)...

Sur le plan ornithologique, ce vaste complexe de zones humides avec ses milieux dunaires et côtiers complémentaires accueille tout au long de l'année un très grand nombre d'espèces sédentaires ou migratrices. On compte environ 120 espèces nicheuses. La nidification est d'intérêt national ou européen pour le héron pourpré, la Sarcelle d'été, le Busard cendré, le Hibou des marais, la Guifette noire ainsi que de nombreux limicoles et passereaux. Le Marais poitevin est également une des premières zones françaises de halte migratoire et d'hivernage des oiseaux d'eau et accueille une multitude de limicoles, d'échassiers et de rapaces.

La zone est également d'importance patrimoniale pour les amphibiens (Triton crêté et marbré, Pélodade cultripède, Pélodyte ponctué) et les mammifères (Loutre d'Europe, Genette, Musaraigne aquatique).

La forte régression des prairies humides naturelles au profit des céréales, les assèchements et drainages ont considérablement affecté les effectifs nicheurs, migrants ou hivernants de nombreuses espèces d'oiseaux depuis les années 1960. Malgré cela, cette zone conserve une importance internationale pour de nombreuses espèces.

ZICO - MARAIS POITEVIN ET BAIE DE L'AIGUILLON (PL13)

Se référer à la ZPS « FR5410100 - Marais poitevin » ; même si la délimitation est sensiblement plus importante, il n'y a pas de différence significative de description et d'enjeux entre ces zones.

Au vu de ces éléments, de l'emprise du site et de ses caractéristiques, celui-ci ne possède pas d'intérêt écologique réglementaire identifié.

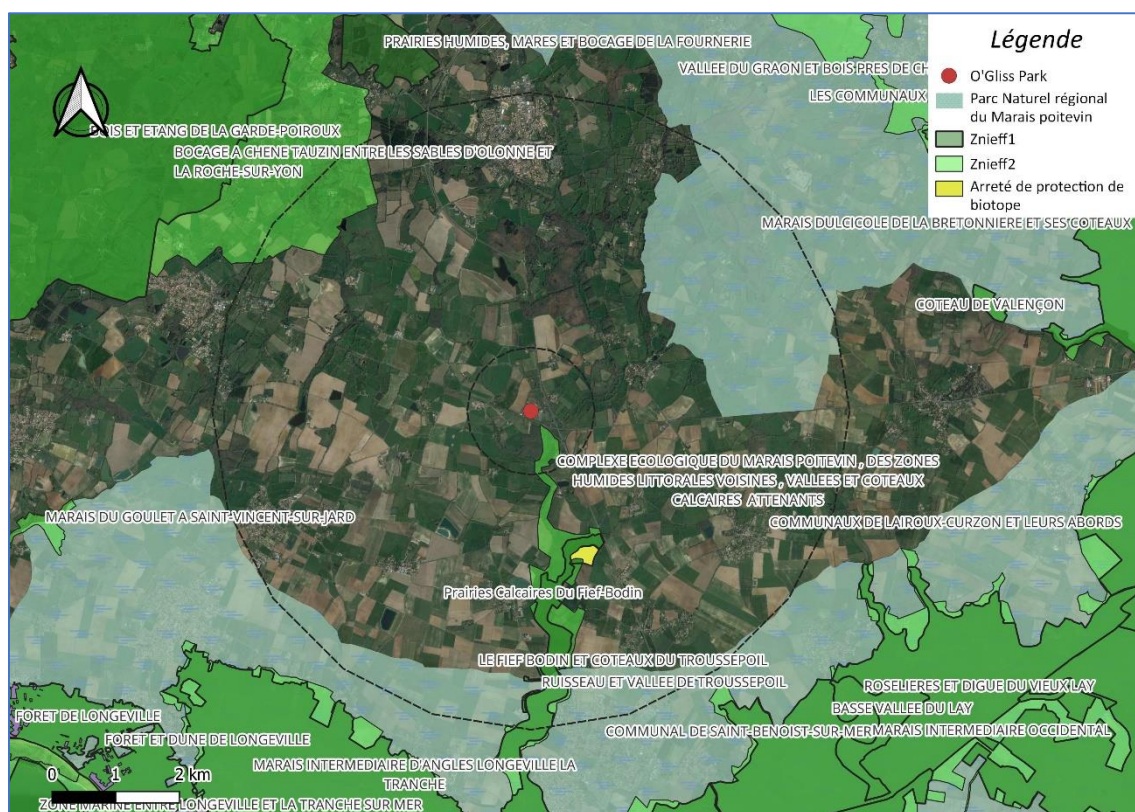
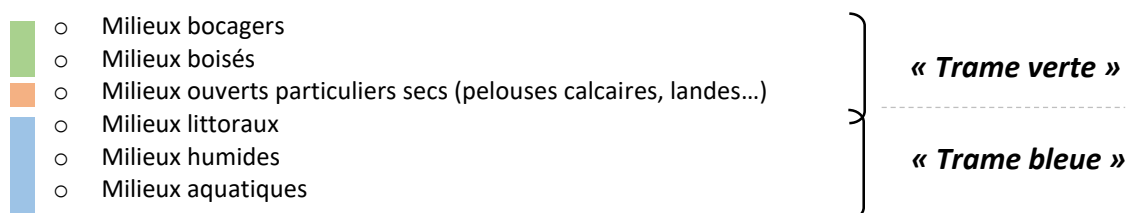


Figure 6 : Localisation des espaces naturels à enjeux au sein de l'aire d'étude éloignée du projet

2.3. TRAMES VERTE ET BLEUE

D'après l'article L371-1 du Code de l'Environnement, les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité sont des réseaux naturels continus permettant la circulation et la dispersion d'espèces animales et végétales, sensibles à la fragmentation des habitats, assurant ainsi le brassage génétique nécessaire à la viabilité des populations. Leur préservation, considérée comme un enjeu national, vise à maintenir un réseau cohérent pour répondre à l'enjeu de préservation des espèces et des habitats sensibles à cette fragmentation. Afin de prendre en compte ces continuums écologiques et réservoirs de biodiversité dans les documents d'urbanisme, plusieurs types de corridors et réservoirs ont été définis dans le cadre du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) des Pays de la Loire :

- *Corridor vallée* : Ensemble de milieux de bords de cours d'eau (ripisylve, bocage, prairies, zones humides...) permettant le déplacement des espèces terrestres et semi-aquatiques. L'ensemble des cours d'eau fait office de corridors écologiques aquatiques dans le cadre des continuités écologiques aquatiques.
- *Corridor linéaire* : Zone linéaire connectrice entre deux réservoirs de biodiversité et cours d'eau favorable au déplacement des espèces.
- *Corridor territoire* : Territoire permettant la circulation des différentes espèces terrestres qui peuvent ainsi passer d'un réservoir à l'autre.
- *Réservoir de biodiversité des sous-trames* : Espaces où la biodiversité est la plus riche, où les habitats ont une surface suffisante pour assurer leur fonctionnement et où les espèces peuvent accomplir tout ou partie de leur cycle de vie (alimentation, croissance, reproduction). Une partie importante de ces réservoirs est incluse dans des zonages réglementaires préexistants. Ceux-ci sont décomposés en 6 sous-trames, abritant chacun un panel d'espèces remarquables :



Pour l'ensemble de ces espaces et continuités, les dispositions relatives au SRCE et au PLU supposent pour leur préservation :

- une diminution de la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et la prise en compte de leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;
- une maîtrise de l'étalement urbain (densifier tout en préservant des perméabilités), notamment sur les paysages rétro-littoraux ou sous influence périurbaine qui subissent la plus forte pression ;
- le maintien de la diversité et de la qualité des paysages et de la richesse agricole ;
- la reconquête des milieux liés aux cours d'eau et le renfort du réseau de zones humides ;
- la lutte contre les espèces végétales exotiques envahissantes ;
- l'identification des espaces importants pour la préservation de la biodiversité et l'amélioration de la connaissance des territoires et de la biodiversité à l'échelle locale.

2.3.1. MILIEUX HUMIDES - TRAME BLEUE

D'après l'article L211-7-1 du Code de l'environnement, on entend par milieu humide, « tout terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ». Ces zones fournissent de nombreux services en termes de filtration et d'épuration de l'eau et sont des zones tampons lors de certaines crues. De nombreuses espèces végétales et animales sont également inféodées à ces milieux, et peuvent présenter des sensibilités importantes lorsque ceux-ci sont fragmentés. À ce titre et en raison du caractère stratégique des services rendus par les zones humides, leur « préservation » et leur « gestion durable » sont considérées comme « d'intérêt général » (article L.211-1-1 du code de l'Environnement). D'un point de vue scientifique, ce sont des milieux variés dont le point commun est une hydromorphie permanente ou temporaire à proximité de la surface du sol. Les zones humides présentent des caractéristiques d'écotones ou zones de transition entre milieu terrestre et milieu aquatique.

Pré-localisation des zones humides (AEE de 1 km)

La pré-localisation des zones humides des Pays de la Loire permet au travers des reconnaissances de terrain et des analyses spatiales, de cibler les zones potentiellement humides.

D'après les données de pré-localisation, **aucune zone humide n'a été identifiée au sein de la zone du projet.** En revanche, plusieurs prairies humides sont présentes au nord et à l'est du projet, correspondant à la zone d'affluence des affluents du ruisseau du Trousepoil, un cours d'eau d'environ 17 km de long qui longe la commune du Bernard sur sa partie est.



Figure 7 : Pré-localisation des zones humides au sein de l'aire d'étude éloignée du projet [tampon de 1 km ; DREAL Pays de la Loire, 2014]

Investigations liées à la reconnaissance de zones humides au sein de la zone du projet

Un inventaire communal des zones humides du Bernard a été réalisé par le bureau d'études HYDRO CONCEPT en 2012, suivant les critères définis précédemment. En complément et conjointement aux inventaires s'attachant à décrire la diversité floristique sur la zone du projet dans le cadre du volet « milieux naturels » de l'étude d'impact présente, une définition des zones humides suivant le critère floristique a été menée au sein de la zone du projet.

D'après les données relatives à l'inventaire des zones humides réalisé par HYDRO CONCEPT, **la zone du projet n'est pas située au sein d'un périmètre classé en zone humide.**

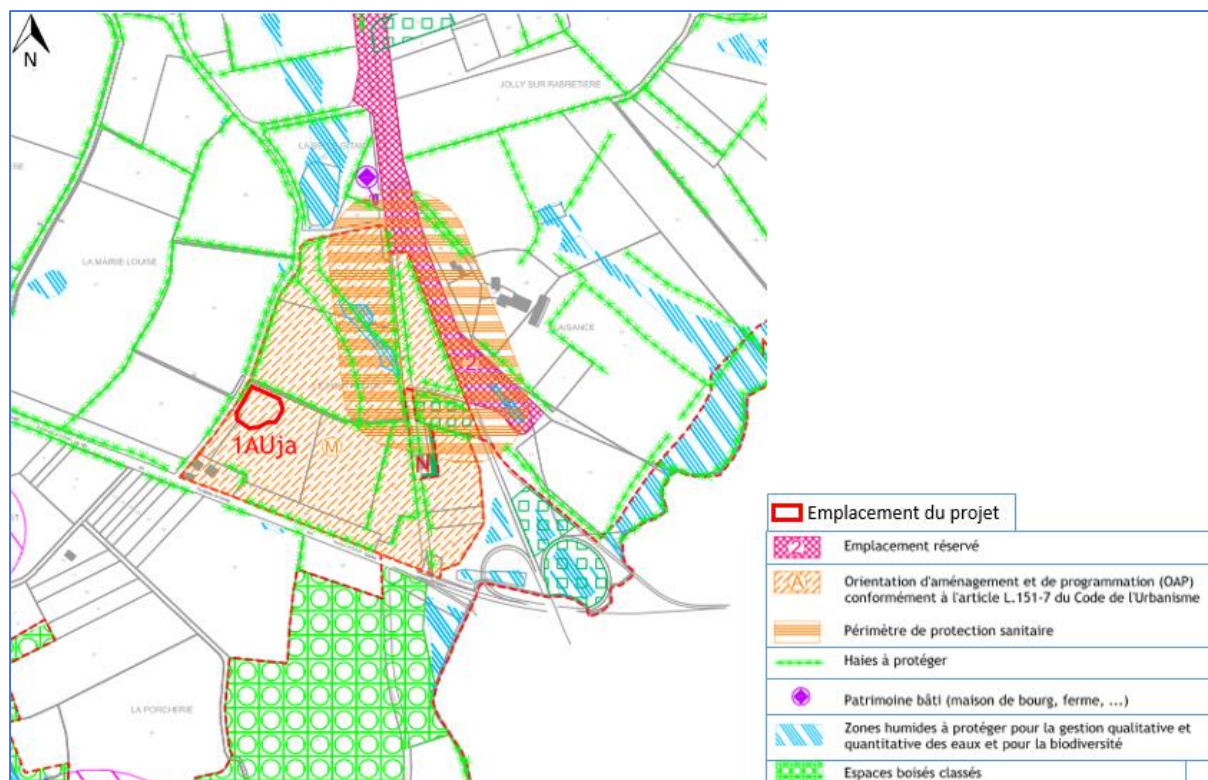


Figure 8 : Identification des zones humides de la commune du Bernard [HYDRO CONCEPT, 2012 & Géoportail de l'urbanisme]

2.3.2. CORRIDORS BIOLOGIQUES TERRESTRES – TRAME VERTE

D'après l'article L371-1 du Code de l'Environnement, les corridors biologiques terrestres sont constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces naturels bénéficiant d'une réglementation au titre de la préservation de la biodiversité, ainsi que les espaces naturels identifiés comme essentiels dans le développement d'espèces patrimoniales.

Pré-localisation des continuums écologiques terrestres au niveau régional (AEE de 1 km)

Comme pour l'identification des zones humides, la pré-localisation des corridors écologiques terrestres des Pays de la Loire a pour vocation de cibler les zones de transit pouvant être utilisées par un panel d'espèces, pour tout ou partie de leur cycle de vie. La localisation de ces zones se base essentiellement sur les données cartographiques du SRCE des Pays de la Loire, ainsi que les référentiels de présence de végétation dans le cadre de dispositif de suivi des bocages.

D'après les données de pré-localisation des continuums écologiques terrestres, **la zone du projet ne fait pas partie d'un réservoir de biodiversité.**

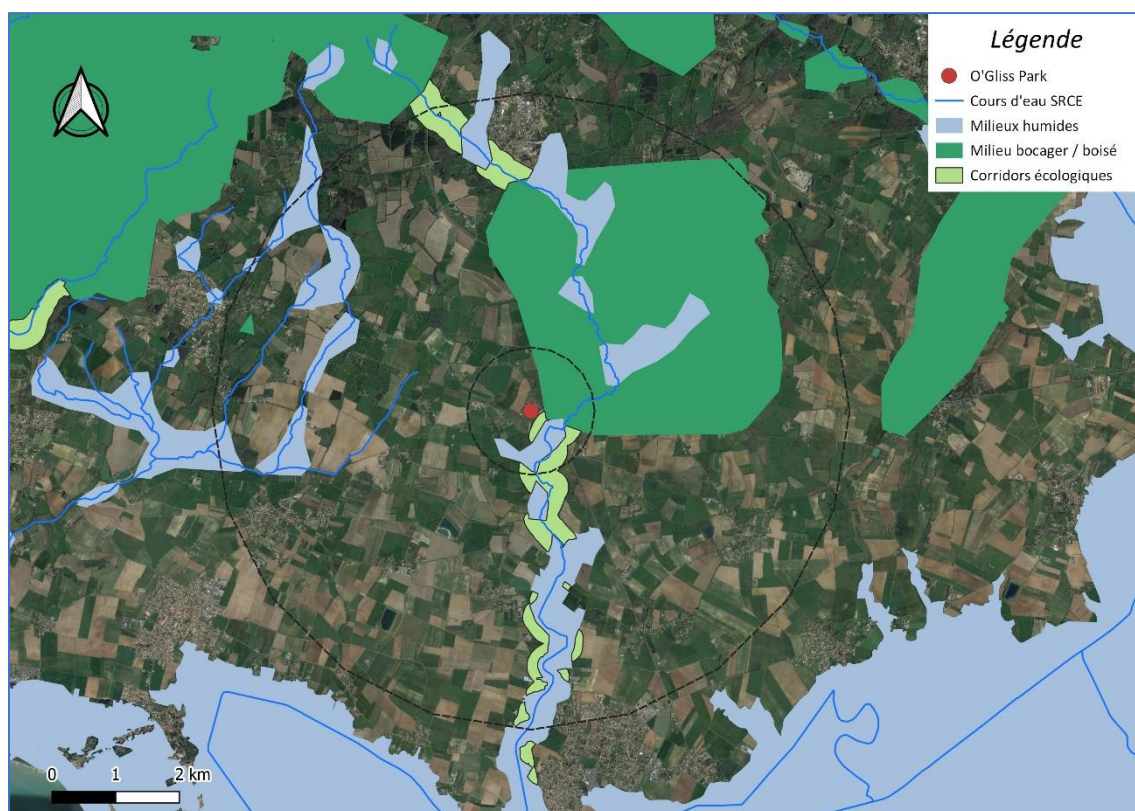


Figure 9 : Corridors écologiques terrestres et réservoirs de biodiversité au sein de l'étude éloignée du projet [tampon de 1 km ; SRCE Pays de la Loire, 2014]

Éléments structurant les continuités écologiques au niveau communal

Dans le cadre des documents d'urbanisme, qui fixent les règles d'utilisation du sol, plusieurs espaces peuvent être délimités comme éléments structurant de la biodiversité au niveau communal. Ces espaces, définis au sein du Plan Local d'Urbanisme (PLU) traduisent les règles d'aménagement local et d'utilisation des sols en application des articles L.110 et L.121.1 du Code de l'Urbanisme, au travers une délimitation au niveau communal des zones urbaines, agricoles et naturelles.

Le périmètre du projet est adjacent à une haie arbustive et buissonnante « à protéger », présente au niveau de la partie nord et ouest du projet. Cette haie est classée au titre de la préservation d'un « réseau » bocager cohérent qui vise à créer des continuités écologiques, dans le cadre de la trame verte. Ces haies peuvent être des sites particulièrement intéressants pour l'avifaune, les invertébrés, les micromammifères ou les chiroptères.

D'autre part, la zone concernée jouxte un Espace Boisé Classé sur la partie sud du projet. Décrit en application des articles L113-1 et L113-2 du Code de l'Urbanisme, ce classement vise à protéger des boisements d'intérêt et à proscrire toutes actions visant à compromettre la conservation ou le changement d'affectation de ces espaces.

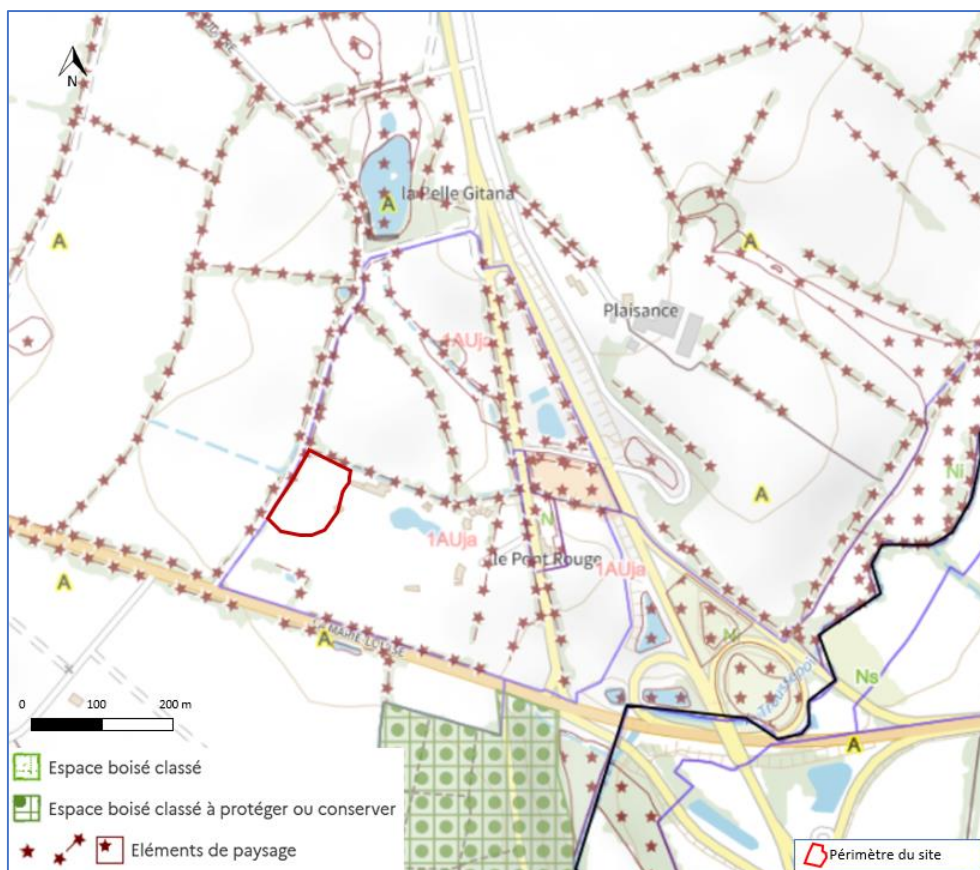


Figure 10 : Espaces naturels d'intérêt dans le cadre du Plan local d'Urbanisme (PLU) de la commune du Bernard [Géoportail de l'urbanisme]

3. RECHERCHES BIBLIOGRAPHIQUES D'OBSERVATIONS D'ESPECES

3.1. REFERENCIELS UTILISES

L'analyse bibliographique consiste à rechercher dans les documents de références disponibles, les informations qui auraient un caractère d'inventaire, patrimonial et/ou réglementaire au niveau des espèces ou des habitats inventoriés pour le périmètre étudié. Afin de déterminer les enjeux écologiques potentiels sur la zone d'étude, la méthodologie utilisée s'est basée sur une collecte des données bibliographiques disponibles sur plusieurs plateformes de consultations de données naturalistes d'ordre nationales et régionales.

Pour ce faire, l'ensemble des données disponibles pour la commune du Bernard ont été extraites. Étant donné que l'emprise du projet se situant à 1,7 km de la commune voisine de Moutiers-les-Mauxfaits et à 650 m de la commune du Givre, il a été fait le choix d'intégrer également les données naturalistes de ces communes. Seules les données des quinze dernières années (période 2007-2022) ont été prises en compte dans la synthèse naturaliste. Pour évaluer au mieux les enjeux écologiques, plusieurs statuts réglementaires et/ou de conservation ont été utilisés. Ceux-ci sont répertoriés dans le tableau suivant. Le détail du contenu des textes réglementaires et des différents articles utilisés est détaillé en annexe 2.

SYNTHÈSE DES RÉFÉRENCIELS UTILISÉS	
STATUTS RÉGLEMENTAIRES	
<u>Les textes européens</u>	
➤	Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;
➤	Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages .
<u>Les textes nationaux</u>	
➤	Arrêté du 20 janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire, modifié par l'arrêté du 23 mai 2013 - Art. 1, mis à jour le 08 juin 2013 ;
➤	Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection, modifié par l'arrêté du 21 juillet 2015 - Art. 1, mis à jour le 29 juillet 2015 ;
➤	Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection, modifié par l'arrêté du 1er mars 2019 - Art. 2, mis à jour le 17 mars 2019 ;
➤	Arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;
➤	Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection, mis à jour au 06 mai 2007.
➤	Arrêté du 6 janvier 2020 fixant la liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature
<u>Les textes régionaux</u>	
➤	Arrêté du 25 janvier 1993 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Pays de la Loire complétant la liste nationale, mis à jour le 06 mars 1993.
STATUTS DE CONSERVATION	
<u>Listes rouges nationales</u>	

- La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre « **Flore vasculaire** de France métropolitaine » (UICN, MNHN, FCBN, AFB, 2018) ;
- La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre « **Orchidées** de France métropolitaine » (UICN, MNHN, FCBN, SFO, 2010) ;
- La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre « **Oiseaux** de France métropolitaine » (UICN, MNHN, LPO, SEOF & ONCFS, 2016) ;
- La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre « **Mammifères** de France métropolitaine » (UICN, MNHN, SFEPM & ONCFS, 2017) ;
- La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre « **Reptiles et Amphibiens** de France métropolitaine » (UICN, MNHN & SHF, 2015) ;
- La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre « **Papillons** de jour de France métropolitaine » (UICN France, MNHN, OPIE & SEF, 2014) ;
- La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre « **Libellules** de France métropolitaine » (UICN France, MNHN, OPIE & SFO, 2016) ;
- Les **orthoptères** menacés en France - Liste rouge nationale et listes rouges par domaines biogéographiques (Sardet & Default, 2004).

Listes rouges régionales

- Liste rouge des **amphibiens et reptiles continentaux** des Pays de la Loire et responsabilité régionale (UICN, Marchadour *et al.*, 2021) ;
- Liste rouge régionale des **odonates** des Pays de la Loire. Rapport technique (Herbrecht *et al.*, 2021) ;
- Liste rouge régionale des **papillons de jour et des zygènes** de Pays de la Loire. Rapport technique (Chevreau *et al.*, 2021) ;
- Liste rouge des **mammifères continentaux** des Pays de la Loire et responsabilité régionale (UICN, Marchadour *et al.*, 2020) ;
- Liste rouge des populations d'**oiseaux nicheurs** des Pays de la Loire (UICN, Marchadour *et al.*, 2014).

STATUTS COMPLÉMENTAIRES

Les espèces patrimoniales

- Liste des espèces déterminantes ZNIEFF de la **flore** en région Pays de la Loire (2018)
- Liste des espèces déterminantes ZNIEFF de la **faune** en région Pays de la Loire (2018)
- Liste des **habitats** déterminants ZNIEFF en région Pays de la Loire (2018)

Plans d'actions

- Liste des PNA en faveur des espèces menacées (2022)

3.2. HIERARCHISATION DES ENJEUX

Comme évoqué précédemment, les enjeux écologiques des plantes vasculaires et de la faune se fondent en premier lieu sur leurs statuts réglementaires et de menaces. C'est pour cette raison que pour chaque groupe taxonomique, une comparaison des différents statuts réglementaires existants a été effectuée, dans le but de hiérarchiser les enjeux spécifiques pour chaque espèce. Pour parvenir à une note qui détermine un enjeu pour chaque espèce, les réglementations et les dispositions relatives aux périmètres d'inventaires ont été utilisées pour établir un diagnostic de l'enjeu de conservation régionale (et donc local) pour chaque espèce.

Pour la flore, trois critères sont considérés pour établir un niveau d'enjeu pour chaque espèce considérée. Ces critères prennent en compte les statuts de conservation sur les listes rouges nationales et régionales, les statuts de protection et de patrimonialité, mais également l'indigénat de l'espèce. L'addition de ces enjeux définit une note sur 20 qui détermine le niveau d'enjeu de l'espèce. L'ensemble des modalités relatif à cette note est présenté dans la figure suivante.

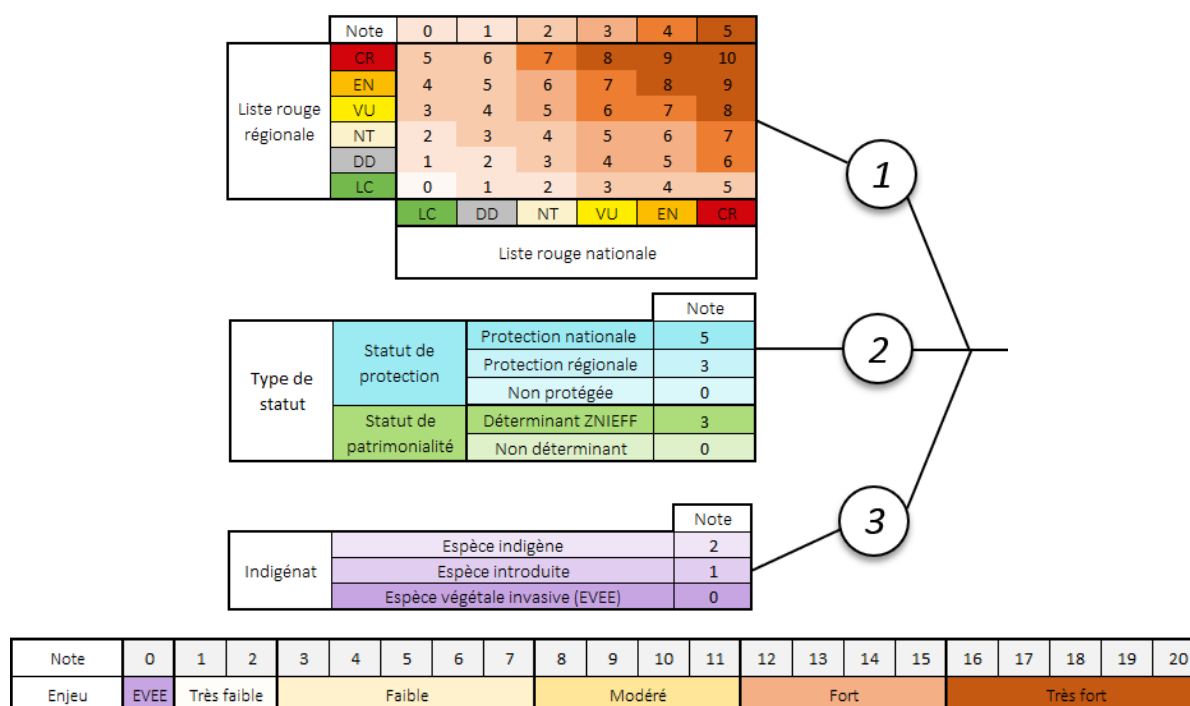
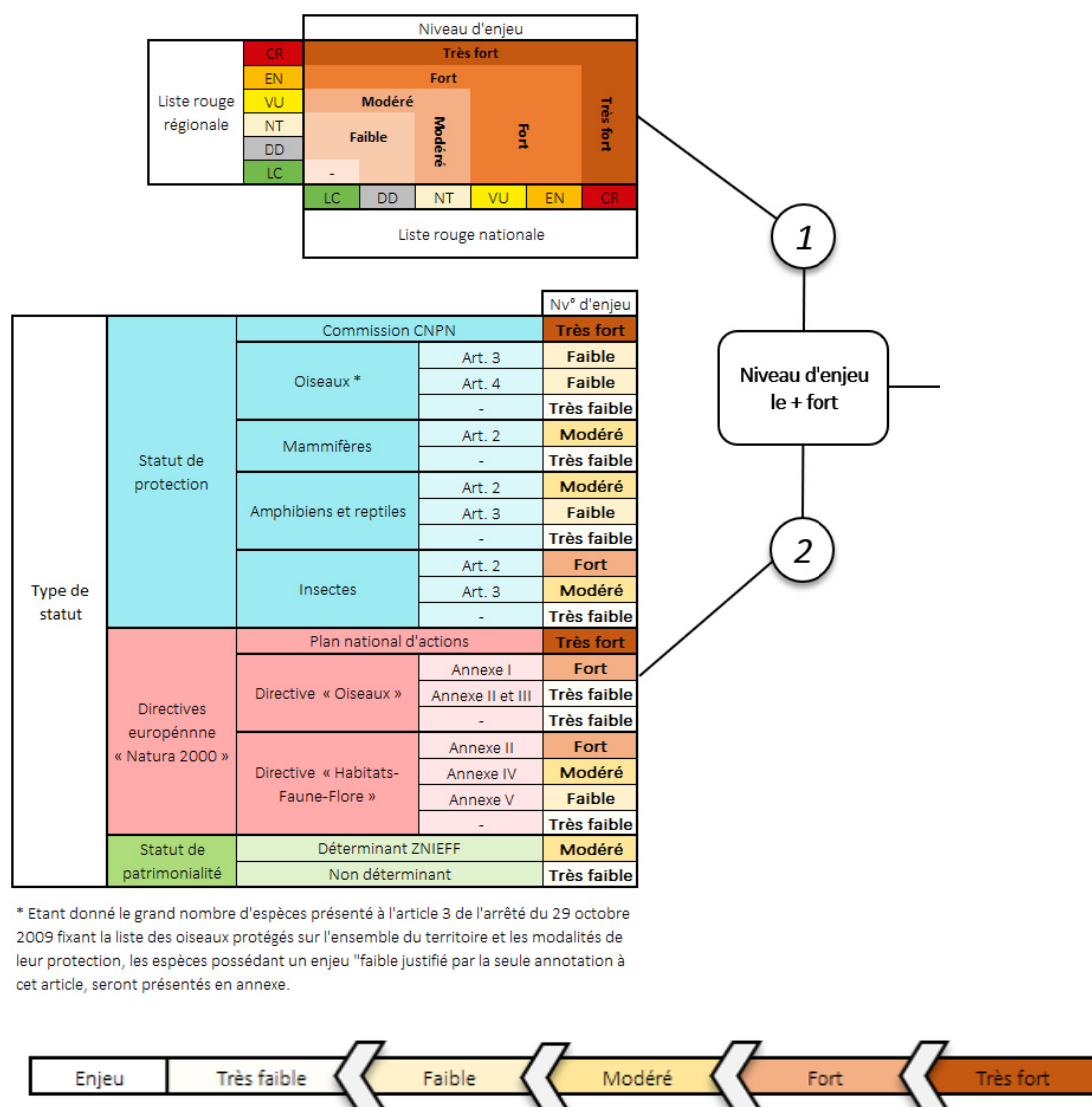


Figure 11 : Définition des enjeux de responsabilité régionale pour les espèces végétales. En haut à gauche, les enjeux relatifs aux listes rouges nationales et régionales. Au centre à gauche, les enjeux relatifs aux protections nationale et régionale et les critères « déterminants ZNIEFF » à l'échelle régionale. En bas à gauche, le critère d'indigénat de l'espèce considérée.

Pour la faune, deux critères principaux sont pris en compte pour établir un niveau d'enjeu pour chaque espèce considérée. Comme pour la flore, les statuts de conservation sur les listes rouges nationales et régionales, les statuts de protection et de patrimonialité sont évalués. S'ajoutant à ces critères, l'annotation de certaines espèces sur les directives européennes « Oiseaux » et « Habitats-Faune-Flore ». Pour définir l'enjeu d'une espèce, seul le niveau d'enjeu le plus fort relatif à une des listes est retenu pour définir l'enjeu global de l'espèce au niveau régional. L'ensemble des modalités relatif à cette note est présenté dans la figure suivante.



* Etant donné le grand nombre d'espèces présentées à l'article 3 de l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection, les espèces possédant un enjeu "faible" justifié par la seule annotation à cet article, seront présentées en annexe.

Figure 12 : Définition des enjeux de responsabilité régionale pour les espèces faunistiques. En haut à gauche, les enjeux relatifs aux listes rouges nationales et régionales. Lorsque la liste rouge régionale est inexistante, le critère « note » relatif à la liste rouge nationale est doublé. En bas à droite, les enjeux relatifs aux protections nationale et régionale, les enjeux relatifs aux annexes de la Directive « Habitats-Faune-Flore » et les critères « déterminants ZNIEFF » à l'échelle régionale.

3.3. FAUNE

3.3.1. DONNEES ORNITHOLOGIQUES

L'ensemble des données concernant l'avifaune sont issues de la base de données de la LPO Île-de-France. Celle-ci est remplie par un réseau de bénévoles ainsi que par des permanents. La méthodologie de récolte de données est donc hétérogène puisqu'il s'agit de données récoltées de manière aléatoire (issues d'observations ponctuelles) et de données récoltées de façon plus régulière et/ou systématique dans le cadre de suivi protocolé ou d'expertise pour des projets d'aménagement ou de protection.

Sur la période s'étalant de 2007 à 2022, 143 espèces d'oiseaux ont été comptabilisées sur la commune du Bernard, 146 espèces pour la commune de Moutiers-les-Mauxfaits et 124 espèces d'oiseaux pour la commune du Givre.

Au sein de ce cortège, 80 espèces nicheuses potentielles ou avérées sont protégées par l'article 3 de l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés au niveau national (l'espèce et son habitat) pour la commune du Bernard. Pour la commune de Moutiers-les-Mauxfaits, ce sont 81 espèces d'oiseaux nicheuses potentielles protégées et 73 pour la commune limitrophe du Givre. Sur l'ensemble de ce cortège, 19 d'entre-elles sont également présentes sur l'annexe I de la Directive 2009/147/CE dite « Oiseaux », qui prévoit des mesures de conservation spéciales concernant l'espèce et son habitat. Parmi ces espèces, certaines sont classées avec un statut de conservation très précaire sur la liste rouge nationale des oiseaux nicheurs de France, ainsi que la liste rouge régionale des oiseaux nicheurs des Pays de la Loire, comme le traquet motteux (*Oenanthe oenanthe*), le moineau friquet (*Passer montanus*), le bruant jaune (*Emberiza citrinella*) ou le bouvreuil pivoine (*Pyrrhula pyrrhula*).

Parmi les espèces nicheuses présentant un intérêt à l'échelle locale (voire globale pour certaines), certains cortèges sont liés aux zones arbustives, bocagères où les jeunes stades sont utilisés pour la nidification et des zones ouvertes prairiales pour leur alimentation, leur déplacement et leur reproduction. Ces conditions peuvent être représentées par des milieux bocagers, des linéaires de haies importants, mais également par les marges des milieux agricoles. En hiver, ces espèces peuvent d'ailleurs être observées à proximité des milieux agricoles et des milieux herbacés riches en graines. Des cortèges dépendants des milieux forestiers et/ou arborés sont également bien représentés.

En ce qui concerne les oiseaux migrateurs et hivernants, 126 espèces différentes ont été comptabilisées pour la commune du Bernard, 132 espèces différentes pour la commune de Moutiers-les-Mauxfaits et 106 espèces différentes pour la commune du Givre. Parmi ces espèces, 93 sont protégées au niveau national pour la commune du Bernard, 99 le sont pour la commune de Moutiers-les-Mauxfaits et 82 pour la commune du Givre. À l'échelle du territoire des trois communes, 18 espèces sont classés sur l'annexe I de la Directive « Oiseaux ». Comme pour les oiseaux nicheurs présent sur la commune, la plupart des espèces hivernantes retrouvées sont liées aux zones ouvertes, semi-ouvertes et arbustives.

Une liste complète des oiseaux bénéficiant d'au moins un statut réglementaire ou de patrimonialité est présentée dans les tableaux ci-dessous :

Tableau 2 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales d'oiseaux hivernants mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre

Nom scientifique	Nom commun	Listes rouges				Statuts de protection		Inventaires	Niveau d'enjeu réglementaire	Le Bernard	Moutiers-les-Mauxfaits	Le Givre	Date de la dernière observation	Informateur
		LR nationale	LR régionale	Protection nationale	Protection régionale	Annexes DHFF	Déterminants ZNIEFF							
<i>Milvus milvus</i>	Milan royal	VU	-	Art 3	-	Annexe I	-	Fort		A	x	x	2018	LPO France
<i>Aythya fuligula</i>	Fuligule marillon	NT	-	-	-	Annexe II/1 et II/2	Oui	Modéré	x	x	A		2021	LPO France
<i>Grus grus</i>	Grue cendrée	NT	-	Art 3	-	Annexe I	-	Modéré	A	A	x		2022	LPO France
<i>Falco columbarius</i>	Faucon émerillon	DD	-	Art 3	-	Annexe I	-	Modéré	x	A	x		2019	LPO France
<i>Ardea alba</i>	Grande Aigrette	LC	-	Art 3	-	Annexe I	-	Modéré	x	x	A		2022	LPO France
<i>Alcedo atthis</i>	Martin-pêcheur d'Europe	NA	-	Art 3	-	Annexe I	-	Modéré	A	x	A		2012	LPO France
<i>Ciconia ciconia</i>	Cigogne blanche	NA	-	Art 3	-	Annexe I	-	Modéré	x	A	x		2023	LPO France
<i>Circus aeruginosus</i>	Busard des roseaux	NA	-	Art 3	-	Annexe I	-	Modéré	x	x	x		2011	LPO France
<i>Circus cyaneus</i>	Busard Saint-Martin	NA	-	Art 3	-	Annexe I	-	Modéré	x	x	x		2022	LPO France
<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette	NA	-	Art 3	-	Annexe I	-	Modéré	x	x	x		2022	LPO France
<i>Ichthyophaga melanocephala</i>	Mouette mélanocéphale	NA	-	Art 3	-	Annexe I	-	Modéré	x	x	x		2023	LPO France
<i>Lullula arborea</i>	Alouette lulu	NA	-	Art 3	-	Annexe I	-	Modéré	x	x	x		2022	LPO France
<i>Oryzopsis maritimus</i>	Pic noir	-	-	Art 3	-	Annexe I	-	Modéré	x	x	x		2019	LPO France
<i>Branta bernicla</i>	Bernache cravant	LC	-	Art 3	-	Annexe II/2	Oui	Modéré	x	x	A		2016	LPO France
<i>Calidris alpina</i>	Bécasseau variable	LC	-	Art 3	-	-	Oui	Modéré	x	A	A		2010	LPO France
<i>Podiceps nigricollis</i>	Grèbe à cou noir	LC	-	Art 3	-	-	Oui	Modéré	x	A	A		2008	LPO France
<i>Scolopax rusticola</i>	Bécasse des bois	LC	-	Art 3	-	Annexe II/1 et II/2	Oui	Modéré	x	A	A			
<i>Tadorna tadorna</i>	Tadorne de Belon	LC	-	Art 3	-	-	Oui	Modéré	x	A	A		2011	LPO France
<i>Anas crecca</i>	Sarcelle d'hiver	LC	-	-	-	Annexe II/1 et II/2	Oui	Modéré	x	x	A		2020	LPO France
<i>Anser anser</i>	Oie cendrée	LC	-	-	-	Annexe II/1 et II/2	Oui	Modéré	x	x	x		2019	LPO France
<i>Aythya ferina</i>	Fuligule milouin	LC	-	-	-	Annexe II/1 et II/2	Oui	Modéré	x	x	A		2021	LPO France
<i>Numenius arquata</i>	Courlis cendré	LC	-	-	-	Annexe II/2	Oui	Modéré	x	x	x		2020	LPO France
<i>Tringa totanus</i>	Chevalier gambette	NA	-	-	-	Annexe II/2	Oui	Modéré	x	x	A		2016	LPO France
<i>Anthus pratensis</i>	Pipit farlouse	DD	-	Art 3	-	-	-	Faible	x	x	x		2023	LPO France
<i>Fringilla montifringilla</i>	Pinson du Nord	DD	-	Art 3	-	-	-	Faible	x	x	x		2022	LPO France
<i>Spinus spinus</i>	Tarin des aulnes	DD	-	Art 3	-	-	-	Faible	x	x	x		2022	LPO France
<i>Gallinago gallinago</i>	Bécassine des marais	DD	-	-	-	Annexe II/1 et II/2	-	Faible	x	x	x		2022	LPO France

Tableau 3 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales d'oiseaux nicheurs mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre

Nom scientifique	Nom commun	Listes rouges		Statuts de protection			Inventaires	Niveau d'enjeu réglementaire	Le Bernard	Moutiers-les-Mauxfaits	Le Givre	Date de la dernière observation	Informateur
		LR nationale	LR régionale	Protection nationale	Protection régionale	Annexes DHFF							
<i>Oenanthe oenanthe</i>	Traquet motteux	NT	CR	Art.3	-	-	Oui	Très fort	x	x	x	2022	LPO France
<i>Passer montanus</i>	Moineau friquet	EN	VU	Art.3	-	-	-	Fort	x	x	A	2022	LPO France
<i>Pyrrhula pyrrhula</i>	Bouvreuil pivoine	VU	EN	Art.3	-	-	Oui	Fort	A	x	A	2020	LPO France
<i>Emberiza citrinella</i>	Bruant jaune	VU	EN	Art.3	-	-	-	Fort	x	x	A	2020	LPO France
<i>Linaria cannabina</i>	Linotte mélodieuse	VU	VU	Art.3	-	-	-	Fort	x	x	x	2022	LPO France
<i>Carduelis carduelis</i>	Chardonneret élégant	VU	NT	Art.3	-	-	-	Fort	x	x	x	2022	LPO France
<i>Chloris chloris</i>	Verdier d'Europe	VU	NT	Art.3	-	-	-	Fort	x	x	x	2022	LPO France
<i>Serinus serinus</i>	Serin cini	VU	NT	Art.3	-	-	-	Fort	x	x	x	2022	LPO France
<i>Streptopelia turtur</i>	Tourterelle des bois	VU	NT	-	-	Annexe II/2	-	Fort	x	x	x	2022	LPO France
<i>Alcedo atthis</i>	Martin-pêcheur d'Europe	VU	LC	Art.3	-	Annexe I	-	Fort	x	x	x	2022	LPO France
<i>Cisticola juncidis</i>	Cisticole des joncs	VU	LC	Art.3	-	-	-	Fort	x	x	x	2022	LPO France
<i>Dendrocopos minor</i>	Pic épeichette	VU	LC	Art.3	-	-	-	Fort	A	x	x	2022	LPO France
<i>Circus aeruginosus</i>	Busard des roseaux	NT	VU	Art.3	-	Annexe I	Oui	Modéré	x	A	x	2020	LPO France
<i>Circus pygargus</i>	Busard cendré	NT	VU	Art.3	-	Annexe I	Oui	Modéré	x	A	x	2020	LPO France
<i>Phylloscopus trochilus</i>	Pouillot fitis	NT	VU	Art.3	-	-	Oui	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Emberiza calandra</i>	Bruant proyer	LC	VU	Art.3	-	-	Oui	Modéré	x	A	A	2019	LPO France
<i>Larus fuscus</i>	Goéland brun	LC	VU	Art.3	-	Annexe II/2	-	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Periparus ater</i>	Mésange noire	LC	VU	Art.3	-	-	-	Modéré	x	x	x	2020	LPO France
<i>Nycticorax nycticorax</i>	Bihoreau gris	NT	NT	Art.3	-	Annexe I	Oui	Modéré	x	A	x	2020	LPO France
<i>Larus argentatus</i>	Goéland argenté	NT	NT	Art.3	-	Annexe II/2	-	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Saxicola rubicola</i>	Tarier pâle	NT	NT	Art.3	-	-	-	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Alauda arvensis</i>	Alouette des champs	NT	NT	-	-	Annexe II/2	-	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Apus apus</i>	Martinet noir	NT	LC	Art.3	-	-	-	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Cettia cetti</i>	Bouscarle de Cetti	NT	LC	Art.3	-	-	-	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Chroicocephalus ridibundus</i>	Mouette rieuse	NT	LC	Art.3	-	Annexe II/2	-	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Delichon urbicum</i>	Hirondelle de fenêtre	NT	LC	Art.3	-	-	-	Modéré	A	x	x	2022	LPO France
<i>Falco tinnunculus</i>	Faucon crécerelle	NT	LC	Art.3	-	-	-	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Hirundo rustica</i>	Hirondelle rustique	NT	LC	Art.3	-	-	-	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Lanius collurio</i>	Pie-grièche écorcheur	NT	LC	Art.3	-	Annexe I	Oui	Modéré	x	x	x	2021	LPO France
<i>Muscicapa striata</i>	Gobemouche gris	NT	LC	Art.3	-	-	-	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Sylvia borin</i>	Fauvette des jardins	NT	LC	Art.3	-	-	-	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Vanellus vanellus</i>	Vanneau huppé	NT	LC	-	-	Annexe II/2	Oui	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Milvus migrans</i>	Milan noir	LC	NT	Art.3	-	Annexe I	-	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Larus marinus</i>	Goéland marin	LC	NT	Art.3	-	Annexe II/2	Oui	Modéré	x	A	x	2021	LPO France
<i>Burhinus oedicnemus</i>	Oedicnème criard	LC	LC	Art.3	-	Annexe I	Oui	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Ciconia ciconia</i>	Cigogne blanche	LC	LC	Art.3	-	Annexe I	Oui	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette	LC	LC	Art.3	-	Annexe I	Oui	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Himantopus himantopus</i>	Échasse blanche	LC	LC	Art.3	-	Annexe I	Oui	Modéré	x	x	A	2020	LPO France
<i>Lullula arborea</i>	Alouette lulu	LC	LC	Art.3	-	Annexe I	Oui	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Luscinia svecica</i>	Gorgebleue à miroir	LC	LC	Art.3	-	Annexe I	Oui	Modéré	x	A	A	2020	LPO France
<i>Recurvirostra avosetta</i>	Avocette élégante	LC	LC	Art.3	-	Annexe I	Oui	Modéré	A	A	x	2020	LPO France
<i>Sterna hirundo</i>	Sterne pierregarin	LC	LC	Art.3	-	Annexe I	Oui	Modéré	A	x	A	2021	LPO France
<i>Caprimulgus europaeus</i>	Engoulevent d'Europe	LC	LC	Art.3	-	Annexe I	-	Modéré	A	A	x	2015	LPO France
<i>Dryocopus martius</i>	Pic noir	LC	LC	Art.3	-	Annexe I	-	Modéré	A	x	x	2020	LPO France
<i>Ichthyophaga melanocephala</i>	Mouette mélanocéphale	LC	LC	Art.3	-	Annexe I	-	Modéré	A	x	A	2019	LPO France
<i>Pernis apivorus</i>	Bondrée apivore	LC	LC	Art.3	-	Annexe I	-	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Falco peregrinus</i>	Faucon pèlerin	LC	-	Art.3	-	Annexe I	-	Modéré	x	x	x	2020	LPO France
<i>Motacilla flava</i>	Bergeronnette printanière	LC	LC	Art.3	-	-	Oui	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Phoenicurus phoenicurus</i>	Rougequeue à front blanc	LC	LC	Art.3	-	-	Oui	Modéré	A	x	x	2022	LPO France
<i>Riparia riparia</i>	Hirondelle de rivage	LC	LC	Art.3	-	-	Oui	Modéré	x	x	x	2022	LPO France
<i>Tadorna tadorna</i>	Tadorne de Belon	LC	LC	Art.3	-	-	Oui	Modéré	x	A	A	2020	LPO France
<i>Galerida cristata</i>	Cochevis huppé	LC	NT	Art.3	-	-	-	Faible	x	x	A	2022	LPO France
<i>Larus michahellis</i>	Goéland leucophaée	LC	NT	Art.3	-	-	-	Faible	x	A	A	2010	LPO France
<i>Columba livia</i>	Pigeon biset	DD	-	-	-	Annexe II/1	-	Faible	x	x	x	2022	LPO France
<i>Poecetes palustris</i>	Mésange nonnette	LC	DD	Art.3	-	-	-	Faible	A	x	x	2020	LPO France

Tableau 4 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales d'oiseaux migrateurs mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre

Nom scientifique	Nom commun	Listes rouges		Statuts de protection			Inventaires	Niveau d'enjeu réglementaire	Le Bernard	Moutiers-les-Mauxfaits	Le Givre	Date de la dernière observation	Informateur
		LR nationale	LR régionale	Protection nationale	Protection régionale	Annexes DHFF							
<i>Ciconia nigra</i>	Cigogne noire	VU	-	Art.3	-	Annexe I	Oui	Fort	x	x	A	2012	LPO Vendée
<i>Numenius phaeopus</i>	Courlis corlieu	VU	-	-	-	Annexe II/2	Oui	Fort	x	x	x	2021	LPO Vendée
<i>Tringa glareola</i>	Chevalier sylvain	LC	-	Art.3	-	Annexe I	-	Modéré	x	A	A	2020	LPO Vendée
<i>Chidonias hybrida</i>	Guifette moustac	NA	-	Art.3	-	Annexe I	-	Modéré	A	x	A	2013	LPO Vendée
<i>Circus cyaneus</i>	Busard Saint-Martin	NA	-	Art.3	-	Annexe I	-	Modéré	x	x	A	2019	LPO Vendée
<i>Falco columbarius</i>	Faucon émerillon	NA	-	Art.3	-	Annexe I	-	Modéré	x	A	x	2017	LPO Vendée
<i>Grus grus</i>	Grue cendrée	NA	-	Art.3	-	Annexe I	-	Modéré	x	x	A	2019	LPO Vendée
<i>Hydrocoloeus minutus</i>	Mouette pygmée	NA	-	Art.3	-	Annexe I	-	Modéré	x	A	A	2010	LPO Vendée
<i>Milvus milvus</i>	Milan royal	NA	-	Art.3	-	Annexe I	-	Modéré	x	x	x	2020	LPO Vendée
<i>Platalea leucorodia</i>	Spatule blanche	NA	-	Art.3	-	Annexe I	-	Modéré	x	x	x	2022	LPO Vendée
<i>Ardea alba</i>	Grande Aigrette	-	-	Art.3	-	Annexe I	-	Modéré	x	x	x	2021	LPO Vendée
<i>Pluvialis apricaria</i>	Pluvier doré	-	-	-	-	Annexe I, II/2 et III/2	-	Modéré	x	A	A	2009	LPO Vendée
<i>Charadrius hiaticula</i>	Grand Gravelot	NA	-	Art.3	-	-	Oui	Modéré	A	x	A	2017	LPO Vendée
<i>Anas crecca</i>	Sarcelle d'hiver	NA	-	-	-	Annexe II/2 et III/2	Oui	Modéré	x	x	A	2018	LPO Vendée
<i>Anser anser</i>	Oie cendrée	NA	-	-	-	Annexe II/2 et III/2	Oui	Modéré	A	x	x	2019	LPO Vendée
<i>Numenius arquata</i>	Courlis cendré	NA	-	-	-	Annexe II/2	Oui	Modéré	x	A	A	2011	LPO Vendée
<i>Actitis hypoleucos</i>	Chevalier guignette	DD	-	Art.3	-	-	-	Faible	x	x	x	2022	LPO Vendée
<i>Ficedula hypoleuca</i>	Gobemouche noir	DD	-	Art.3	-	-	-	Faible	x	x	x	2022	LPO Vendée
<i>Saxicola rubetra</i>	Tarier des prés	DD	-	Art.3	-	-	-	Faible	x	x	x	2020	LPO Vendée

3.3.2. DONNEES MAMMAMOLOGIQUES TERRESTRES

Comme pour les données précédentes, les données concernant les mammifères sont majoritairement issues de la base de données de la LPO Vendée, dans le cadre de données opportunistes ou de suivi protocolé ou d'expertise pour des projets d'aménagement ou de protection. D'autres données proviennent également de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN), programme géré par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) et par le réseau Biodiv'Pays de la Loire, animé par le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN).

Sur la période de 2007 à 2022, 7 espèces différentes de mammifères ont été observées sur la commune du Bernard et de Moutiers-les-Mauxfaits et 8 espèces différentes pour la commune du Givre. À l'échelle des trois communes, quatre de ces espèces sont protégées au niveau national au travers l'article 2 de l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire, à savoir la loutre d'Europe (*Lutra lutra*), le hérisson d'Europe (*Erinaceus europaeus*), l'écureuil roux (*Sciurus vulgaris*), la genette d'Europe (*Genetta genetta*). La loutre d'Europe bénéficie également d'un classement à la fois sur l'annexe II et IV de la Directive 92/43/CEE dite « Habitats-Faune-Flore » et présente donc un intérêt communautaire fort.

Tableau 5 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales de mammifères (hors chiroptères) mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre

Nom scientifique	Nom commun	Listes rouges		Statuts de protection		Annexes DHFF	Inventaires	Niveau d'enjeu réglementaire	Date de la dernière observation	Informateur
		LR nationale	LR régionale	Protection nationale	Protection régionale					
► Commune du Bernard										
<i>Lutra lutra</i>	Loutre d'Europe	LC	NT	Art. 2	-	Annexe II et IV	Oui	Fort	2021	Biodiv/Pays de la Loire
<i>Mustela putorius</i>	Putois d'Europe	NT	VU	-	-	-	Oui	Modéré	2017	Biodiv/Pays de la Loire
<i>Oryctolagus cuniculus</i>	Lapin de garenne	NT	VU	-	-	-	Oui	Modéré	2018	LPO
<i>Eliomys quercinus</i>	Lérot	LC	DD	-	-	-	Oui	Modéré	2020	LPO
<i>Erinaceus europaeus</i>	Hérisson d'Europe	LC	LC	Art. 2	-	-	-	Modéré	2022	Biodiv/Pays de la Loire
<i>Sciurus vulgaris</i>	Ecureuil roux	LC	LC	Art. 2	-	-	-	Modéré	2019	LPO
<i>Mustela nivalis</i>	Belette d'Europe	LC	NT	-	-	-	-	Faible	2018	LPO
► Commune de Moutiers-les-Mauxfaits										
<i>Lutra lutra</i>	Loutre d'Europe	LC	NT	Art. 2	-	Annexe II et IV	Oui	Fort	2020	LPO
<i>Erinaceus europaeus</i>	Hérisson d'Europe	LC	LC	Art. 2	-	-	-	Modéré	2022	Biodiv/Pays de la Loire
<i>Genetta genetta</i>	Genette d'Europe	LC	LC	Art. 2	-	Annexe V	Oui	Modéré	2019	LPO
<i>Mustela putorius</i>	Putois d'Europe	NT	VU	-	-	-	Oui	Modéré	2016	Biodiv/Pays de la Loire
<i>Oryctolagus cuniculus</i>	Lapin de garenne	NT	VU	-	-	-	Oui	Modéré	2022	Biodiv/Pays de la Loire
<i>Sciurus vulgaris</i>	Ecureuil roux	LC	LC	Art. 2	-	-	-	Modéré	2018	LPO
<i>Mustela nivalis</i>	Belette d'Europe	LC	NT	-	-	-	-	Faible	2020	LPO
► Commune du Givre										
<i>Lutra lutra</i>	Loutre d'Europe	LC	NT	Art. 2	-	Annexe II et IV	Oui	Fort	2021	Biodiv/Pays de la Loire
<i>Mustela putorius</i>	Putois d'Europe	NT	VU	-	-	-	Oui	Modéré	2016	Biodiv/Pays de la Loire
<i>Oryctolagus cuniculus</i>	Lapin de garenne	NT	VU	-	-	-	Oui	Modéré	2021	Biodiv/Pays de la Loire
<i>Eliomys quercinus</i>	Lérot	LC	DD	-	-	-	Oui	Modéré	2022	LPO
<i>Genetta genetta</i>	Genette d'Europe	LC	LC	Art. 2	-	Annexe V	Oui	Modéré	2022	LPO
<i>Erinaceus europaeus</i>	Hérisson d'Europe	LC	LC	Art. 2	-	-	-	Modéré	2022	LPO
<i>Sciurus vulgaris</i>	Ecureuil roux	LC	LC	Art. 2	-	-	-	Modéré	2022	Biodiv/Pays de la Loire
<i>Mustela nivalis</i>	Belette d'Europe	LC	NT	-	-	-	-	Faible	2020	LPO

3.3.3. DONNEES CHIROPTEROLOGIQUES

Les données concernant les chiroptères sont issues de la base de données de l'association des Naturalistes Vendéens, partenaires de la LPO Vendée. Elles correspondent généralement à des comptages estivaux ou hivernaux (prospection de gîtes), des captures ou des inventaires acoustiques. Certaines données proviennent de particuliers qui trouvent des chauves-souris chez eux (SOS Chiro...). La méthode de récolte des données reste hétérogène puisqu'il s'agit de données aléatoires.

Sur la période de 2007 à 2022, 16 espèces différentes de chiroptères ont pu être comptabilisées sur le territoire des trois communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre. Toutes les espèces de chiroptères sont protégées sur le territoire national au travers l'article 2 de l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés et inscrites sur l'annexe IV de la Directive 92/43/CEE dite « Habitats-Faune-Flore ». De plus, cinq d'entre-elles sont également inscrites sur l'annexe II de ladite Directive, qui prévoit la désignation spéciale de zones de conservation pour ces espèces. Leur enjeu à l'échelle locale est considéré comme fort. Enfin, 9 espèces sont également classées sur la liste rouge nationale des mammifères continentaux et/ou sur la liste rouge régionale des mammifères des Pays de la Loire. L'espèce qui présente l'enjeu de conservation le plus précaire, à la fois à l'échelle nationale et régionale, est la noctule commune (*Nyctalus*

noctula) qui est classée « Vulnérable » pour les deux échelles précédemment évoquées. De ce fait, l'enjeu de conservation pour cette espèce est considéré comme fort.

Tableau 6 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales de chiroptères mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre

Nom scientifique	Nom commun	Listes rouges		Statuts de protection		Annexes DHFF	Déterminants ZNIEFF	Niveau d'enjeu réglementaire	Date de la dernière observation	Informateur
		LR nationale	LR régionale	Protection nationale	Protection régionale					
<i>Nyctalus noctula</i>	Noctule commune	VU	VU	Art. 2	-	Annexe IV	Oui	Très fort	/	LPO France
<i>Myotis bechsteinii</i>	Murin de Bechstein	NT	NT	Art. 2	-	Annexe II et IV	Oui	Fort	/	LPO France
<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit rhinolophe	LC	NT	Art. 2	-	Annexe II et IV	Oui	Fort	/	LPO France
<i>Myotis emarginatus</i>	Murin à oreilles échancrées	LC	LC	Art. 2	-	Annexe II et IV	Oui	Fort	/	LPO France
<i>Barbastella barbastellus</i>	Barbastelle d'Europe	LC	LC	Art. 2	-	Annexe II et IV	-	Fort	/	LPO France
<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Grand rhinolophe	LC	LC	Art. 2	-	Annexe II et IV	-	Fort	/	LPO France
<i>Pipistrellus nathusii</i>	Pipistrelle de Nathusius	NT	VU	Art. 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	/	LPO France
<i>Eptesicus serotinus</i>	Sérotine commune	NT	VU	Art. 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	/	LPO France
<i>Nyctalus leisleri</i>	Noctule de Leisler	NT	NT	Art. 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	/	LPO France
<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Pipistrelle commune	NT	NT	Art. 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	/	LPO France
<i>Myotis daubentonii</i>	Murin de Daubenton	LC	NT	Art. 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	/	LPO France
<i>Plecotus auritus</i>	Oreillard roux	LC	NT	Art. 2	-	Annexe IV	-	Modéré	/	LPO France
<i>Myotis alcinthoe</i>	Murin d'Alcinthoe	LC	DD	Art. 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	/	LPO France
<i>Myotis nattereri</i>	Murin de Natterer	LC	LC	Art. 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	/	LPO France
<i>Myotis mystacinus</i>	Murin à moustaches	LC	LC	Art. 2	-	Annexe IV	-	Modéré	/	LPO France
<i>Pipistrellus kuhlii</i>	Pipistrelle de Kuhl	LC	LC	Art. 2	-	Annexe IV	-	Modéré	/	LPO France

3.3.4. DONNEES HERPETOLOGIQUES

Les données herpétologiques présentées sont majoritairement issues de la base de données de la LPO Vendée. Celle-ci est remplie par un réseau de bénévoles ainsi que par des permanents. La méthodologie de récolte de données est donc hétérogène puisqu'il s'agit de données récoltées de manière aléatoire (issues d'observations ponctuelles) et de données récoltées de façon plus régulière et/ou systémique dans le cadre de suivi protocolé ou d'expertise pour des projets d'aménagement ou de protection. D'autres données proviennent également de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN), programme géré par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN). Enfin, d'autres données proviennent du réseau Biodiv'Pays de la Loire, animé par le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN).

Sur la période de 2007-2022, 7 espèces d'amphibiens et 3 espèces de reptiles différentes ont été observées au sein de la commune du Bernard. Pour la commune de Moutiers-les-Mauxfaits, ce sont 5 espèces d'amphibiens et 3 espèces de reptiles qui ont été observés sur cette période et 8 espèces d'amphibiens et 4 espèces de reptiles pour la commune voisine du Givre. Tous les amphibiens et les reptiles de France métropolitaine bénéficient d'un statut de protection nationale, par conséquent, l'ensemble des espèces recensées bénéficient d'un statut de protection. 4 espèces d'amphibiens sont également inscrites sur l'annexe IV de la Directive 92/43/CEE dite « Habitats-Faune-Flore » et présentent donc un intérêt communautaire (à savoir *Triturus marmoratus*, *Hyla arborea*, *Alytes obstetricans* et *Rana dalmatina*), ainsi que 3 espèces de reptiles différentes (*Hierophis viridiflavus*, *Lacerta bilineata* et *Podarcis muralis*). Plusieurs de ces espèces font également l'objet d'un classement sur les listes rouges nationales et/ou régionales des amphibiens et des reptiles, la plupart classées comme « quasi-menacée ». Seule la grenouille rousse (*Rana dalmatina*) bénéficie d'un statut « vulnérable » sur la liste rouge régionale des reptiles des Pays de la Loire.

Tableau 7 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales de reptiles mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre

Nom scientifique	Nom commun	Listes rouges		Statuts de protection		Annexes DHFF	Inventaires	Niveau d'enjeu réglementaire	Date de la dernière observation	Informateur
		LR nationale	LR régionale	Protection nationale	Protection régionale					
► Commune du Bernard										
<i>Podarcis muralis</i>	Lézard des murailles	LC	LC	Art. 2	-	Annexe IV	-	Modéré	2018	INPN
<i>Hierophis viridiflavus</i>	Couleuvre verte et jaune	LC	LC	Art. 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	2021	LPO
<i>Lacerta bilineata</i>	Lézard à deux raies	LC	LC	Art. 2	-	Annexe IV	-	Modéré	2020	LPO
► Commune de Moutiers-les-Mauxfaits										
<i>Podarcis muralis</i>	Lézard des murailles	LC	LC	Art. 2	-	Annexe IV	-	Modéré	2020	LPO
<i>Hierophis viridiflavus</i>	Couleuvre verte et jaune	LC	LC	Art. 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	2022	LPO
<i>Lacerta bilineata</i>	Lézard à deux raies	LC	LC	Art. 2	-	Annexe IV	-	Modéré	2021	LPO
► Commune du Givre										
<i>Podarcis muralis</i>	Lézard des murailles	LC	LC	Art. 2	-	Annexe IV	-	Modéré	2022	LPO
<i>Hierophis viridiflavus</i>	Couleuvre verte et jaune	LC	LC	Art. 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	2020	LPO
<i>Lacerta bilineata</i>	Lézard à deux raies	LC	LC	Art. 2	-	Annexe IV	-	Modéré	2021	Biodiv/Pays de la Loire
<i>Matrix helvetica</i>	Couleuvre helvétique	LC	NT	Art. 2	-	-	-	Faible	2022	LPO

Tableau 8 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales d'amphibiens mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre

Nom scientifique	Nom commun	Listes rouges		Statuts de protection		Inventaires		Niveau d'enjeu réglementaire	Date de la dernière observation	Informateur
		LR nationale	LR régionale	Protection nationale	Protection régionale	Annexes DHFF	Déterminants ZNIEFF			
► Commune du Bernard										
<i>Triturus marmoratus</i>	Triton marbré	NT	NT	Art 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	2018	INPN
<i>Hyla arborea</i>	Rainette verte	NT	LC	Art 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	2019	LPO
<i>Pelodytes punctatus</i>	Pélodyte ponctué	LC	NT	Art 2	-	-	Oui	Modéré	2018	LPO
<i>Bufo spinosus</i>	Crapaud épineux	-	LC	Art 3	-	-	-	Faible	2014	LPO
<i>Lissotriton helveticus</i>	Triton palmé	LC	LC	Art 3	-	-	-	Faible	2019	LPO
<i>Pelophylax ridibundus</i>	Grenouille rieuse	LC	NA	Art 3	-	Annexe V	-	Faible	2017	LPO
<i>Salamandra salamandra</i>	Salamandre tachetée	LC	LC	Art 3	-	-	-	Faible	2021	LPO
► Commune de Moutiers-les-Mauxfaits										
<i>Hyla arborea</i>	Rainette verte	NT	LC	Art 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	2020	LPO
<i>Rana temporaria</i>	Grenouille rousse	LC	VU	Art 4	-	Annexe V	Oui	Modéré	2021	LPO
<i>Bufo spinosus</i>	Crapaud épineux	-	LC	Art 3	-	-	-	Faible	2018	LPO
<i>Lissotriton helveticus</i>	Triton palmé	LC	LC	Art 3	-	-	-	Faible	2019	LPO
<i>Salamandra salamandra</i>	Salamandre tachetée	LC	LC	Art 3	-	-	-	Faible	2019	LPO
► Commune du Givre										
<i>Triturus marmoratus</i>	Triton marbré	NT	NT	Art 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	2018	LPO
<i>Hyla arborea</i>	Rainette verte	NT	LC	Art 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	2018	LPO
<i>Alytes obstetricans</i>	Alyte accoucheur	LC	NT	Art 2	-	Annexe IV	Oui	Modéré	2022	Biodiv/Pays de la Loire
<i>Rana dalmatina</i>	Grenouille agile	LC	LC	Art 2	-	Annexe IV	-	Modéré	2017	LPO
<i>Bufo spinosus</i>	Crapaud épineux	-	LC	Art 3	-	-	-	Faible	2022	LPO
<i>Lissotriton helveticus</i>	Triton palmé	LC	LC	Art 3	-	-	-	Faible	2019	LPO
<i>Pelophylax ridibundus</i>	Grenouille rieuse	LC	NA	Art 3	-	Annexe V	-	Faible	2021	LPO
<i>Salamandra salamandra</i>	Salamandre tachetée	LC	LC	Art 3	-	-	-	Faible	2022	LPO

3.3.5. DONNEES ENTOMOLOGIQUES

Les données entomologiques présentées sont majoritairement issues de la base de données de la LPO Vendée, de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN), programme géré par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) et par le réseau Biodiv'Pays de la Loire, animé par le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN).

Sur la période de 2007-2022, 28 espèces de lépidoptères rhopalocères, 11 espèces d'odonates et 6 espèces d'orthoptères ont été déterminées sur la commune du Bernard. Pour la commune de Moutiers-les-Mauxfaits, ce sont 11 espèces de lépidoptères rhopalocères, 4 espèces d'odonates et 2 espèces d'orthoptères qui ont été observées. En ce qui concerne la commune du Givre, 12 espèces de lépidoptères rhopalocères, 9 espèces d'odonates et 5 espèces d'orthoptères ont été déterminés.

Parmi l'ensemble des espèces de lépidoptères rhopalocères, d'odonates et d'orthoptères, aucune d'entre-elle est protégée au niveau national ou est inscrite sur l'annexe II ou IV de la Directive 92/43/CEE dite « Habitats-Faune-Flore ». Seule une espèce d'orthoptère (*Sepiana sepium*, la decticelle échassière) présente sur la commune du Givre présente un statut de conservation défavorable à l'échelle régionale d'après la liste rouge des orthoptères de France. Cette espèce est également « déterminante ZNIEFF ». De ce fait, c'est l'espèce qui présente l'enjeu connu le plus fort à l'échelle locale.

Tableau 9 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales d'invertébrés mentionnées pour les communes du Givre

Nom scientifique	Nom commun	Listes rouges		Statuts de protection			Inventaires	Niveau d'enjeu réglementaire	Date de la dernière observation	Informateur
		LR nationale	LR régionale	Protection nationale	Protection régionale	Annexes DHFF	Déterminants ZNIEFF			
► Commune du Givre										
<i>Sepiana sepium</i>	Decticelle échassière	4	3	-	-	-	Oui	Fort	2009	Biodiv/Pays de la Loire

3.4. FLORE

En vue d'identifier les sensibilités liées aux espèces végétales dans le périmètre éloigné du projet et de préétablir les enjeux potentiels sur la zone du projet, les données de présence floristique relatives aux communes du Bernard et des communes voisines de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre ont été extraites pour la période 2007-2022.

Les données floristiques présentées sont majoritairement issues de la base de données du Conservatoire Botanique de Brest (CBNB). Assurant un rôle de plateforme « flore – habitats » en Pays de la Loire, Bretagne et Normandie, il vise à rassembler, gérer, valider et diffuser les informations sur la biodiversité végétale produites

par les différents acteurs naturalistes. D'autres données proviennent également de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN), qui intègre l'ensemble des spécifications du Système d'Information de l'Inventaire du Patrimoine naturel (SINP), visant à centraliser l'information naturaliste, tant au niveau local que global, au travers de protocoles ciblés sur un certain nombre d'espèces ou d'observations opportunistes. Enfin, d'autres données proviennent du réseau Biodiv'Pays de la Loire, animé par le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN).

Au total, 78 espèces végétales différentes ont été déterminées pour la commune du Bernard, 282 espèces pour la commune voisine de Moutiers-les-Mauxfaits et 83 pour la commune du Givre. Parmi ces espèces, seule une d'entre-elle bénéficie d'une protection naturelle : il s'agit de la serratule des teinturiers (*Serratula tinctoria*), présente sur la commune de Moutiers-les-Mauxfaits, qui est protégé en région Pays de la Loire. En outre, deux espèces de la commune du Givre sont classées comme ayant un statut de conservation régional « vulnérable » (*Carex punctata* et *Isolepis cernua*) et une espèce, l'épiaire d'Allemagne (*Stachys germanica*) est classé « en danger » pour la région. En revanche, aucune de ces espèces ne figure sur l'annexe II ou IV de la Directive 92/43/CEE dite « Habitats-Faune-Flore » qui définit les habitats/flore/faune présentant un enjeu de conservation particulier. L'ensemble des espèces bénéficiant d'un statut de conservation précaire, d'une protection à l'échelle nationale ou régionale, d'une inscription sur une annexe de la Directive « Habitats-Faune-Flore », d'un statut « déterminant ZNIEFF » ainsi que les enjeux réglementaires qui sont associés sont présentés ci-après.

Tableau 10 : Synthèse des enjeux sur les espèces patrimoniales de flore mentionnées pour les communes du Bernard, de Moutiers-les-Mauxfaits et du Givre

Nom scientifique	Nom commun	Listes rouges		Statuts de protection			Inventaires	Niveau d'enjeu réglementaire	Date de la dernière observation	Informateur
		LR nationale	LR régionale	Protection nationale	Protection régionale	Annexes DHFF				
► Commune du Bernard										
<i>Brachypodium pinnatum</i>	Brachypode penné	DD	-	-	-	-	-	Faible	2022	CBN Brest
<i>Arabis hirsuta</i>	Arabette poilue	LC	DD	-	-	-	-	Faible	2022	CBN Brest
<i>Arum italicum</i>	Gouet d'Italie	LC	DD	-	-	-	-	Faible	2019	INPN
<i>Buxus sempervirens</i>	Buis toujours vert	LC	DD	-	-	-	-	Faible	2019	CBN Brest
<i>Leucanthemum vulgare</i>	Marguerite commune	DD	LC	-	-	-	-	Faible	2022	CBN Brest
<i>Ruscus aculeatus</i>	Fragon piquant	LC	LC	-	-	Annexe V	-	Faible	2020	INPN
► Commune de Moutiers-les-Mauxfaits										
<i>Campanula glomerata</i>	Campanule agglomérée	LC	NT	-	-	-	Oui	Faible	2019	INPN
<i>Serratula tinctoria</i>	Serratule des teinturiers	LC	LC	-	Art 1	-	-	Faible	2019	CBN Brest
<i>Medicago sativa</i>	Luzerne cultivée	LC	NT	-	-	-	-	Faible	2019	CBN Brest
<i>Ruscus aculeatus</i>	Fragon piquant	LC	LC	-	-	Annexe V	-	Faible	2019	CBN Brest
<i>Arum italicum</i>	Gouet d'Italie	LC	DD	-	-	-	-	Faible	2019	Biodiv' Pays de la Loire
<i>Carex pendula</i>	Laiche à épis pendants	LC	DD	-	-	-	-	Faible	2019	CBN Brest
<i>Leucanthemum vulgare</i>	Marguerite commune	DD	LC	-	-	-	-	Faible	2019	CBN Brest
<i>Nigella damascena</i>	Nigelle de Damas	LC	DD	-	-	-	-	Faible	2018	INPN
► Commune du Givre										
<i>Stachys germanica</i>	Épiaire d'Allemagne	LC	EN	-	-	-	Oui	Modéré	2014	CBN Brest
<i>Carex punctata</i>	Laiche ponctuée	LC	VU	-	-	-	Oui	Modéré	2009	CBN Brest
<i>Isolepis cernua</i>	Isolépide penchée	LC	VU	-	-	-	Oui	Modéré	2009	CBN Brest
<i>Schoenus nigricans</i>	Choin noirissant	LC	NT	-	-	-	Oui	Faible	2009	CBN Brest
<i>Salvia officinalis</i>	Sauge officinale	NT	-	-	-	-	-	Faible	2019	INPN
<i>Cladium mariscus</i>	Marisque	LC	LC	-	-	-	Oui	Faible	2009	CBN Brest
<i>Arum italicum</i>	Gouet d'Italie	LC	DD	-	-	-	-	Faible	2020	INPN
<i>Nigella damascena</i>	Nigelle de Damas	LC	DD	-	-	-	-	Faible	2020	INPN
<i>Ruscus aculeatus</i>	Fragon piquant	LC	LC	-	-	Annexe V	-	Faible	2021	INPN

4. SYNTHÈSE DES ENJEUX DU SITE

Flore :

Aucune espèce protégée ou menacée inventoriée. L'enjeu semble très faible pour la flore.

Faune

Oiseaux

Plusieurs espèces à enjeux peuvent être potentiellement présentes sur le site du projet. Le site étant déjà exploité par le même type d'activités prévues dans le projet, l'enjeu reste faible à modéré pour les oiseaux.

Amphibiens et reptiles

Les amphibiens et reptiles inventoriés peuvent profiter des haies bocagères comme corridor écologique. Néanmoins, les espèces inventoriées dans la bibliographie n'ont pas pour habitat principal le paysage du site du projet, ils sont donc peu susceptibles d'être trouvés sur le site du projet.

Mammifères

Plusieurs espèces à enjeux peuvent être potentiellement présentes sur le site du projet. Le site étant déjà exploité par le même type d'activités prévues dans le projet, l'enjeu reste faible à modéré pour les mammifères.

Insectes

Le site étant déjà exploité par le même type d'activités prévues dans le projet, l'enjeu reste faible à modéré pour les insectes.

Zonages naturels réglementaires

Une zone ZNIEFF à proximité du site du projet, les espèces déterminantes de ces ZNIEFF sont peu susceptibles d'être trouvées sur le site.

5. ANNEXES

Annexe 1 : Abréviations utilisées dans le cadre des listes rouges et significations associées

RE	Espèce disparue
Espèces menacées de disparition dans la zone concernée	
CR	En danger critique
EN	En danger
VU	Vulnérable
Autres catégories	
NT	Quasi menacée (espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourrait être menacées si des mesures de conservation spécifique n'étaient pas prises)
LC	Préoccupation mineure (espèce pour laquelle le risque de disparition, dans la zone concernée, est faible)
DD	Données insuffisantes (espèce pour laquelle l'évaluation n'a pas pu être réalisée faute de données suffisantes)
NA	Non applicable (espèce non soumise à l'évaluation car (a) introduite après l'année 1500, (b) présente de manière occasionnelle ou marginale et non observé chaque année en métropole, (c) régulièrement présente dans la zone concernée en hivernage ou en passage mais ne remplissant pas les critères d'une présence significative, (d) régulièrement présente dans la zone concernée en hivernage ou en passage mais pour laquelle le manque de données disponibles ne permet pas de confirmer que les critères d'une présence significative sont remplis)
NE	Non évaluée (espèce non encore confrontée aux critères de la Liste rouge)

Annexe 2 : Détail des contenus réglementaires utilisés pour la hiérarchisation des enjeux

Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des **oiseaux sauvages** ;

- Annexe I : espèces qui font l'objet de mesures de conservation spéciale concernant leur habitat, afin d'assurer leur survie et leur reproduction dans leur aire de distribution.
- Annexe II, partie 1 : espèces qui peuvent être chassées dans la zone géographique et terrestre d'application de la directive.
- Annexe II, partie 2 : espèces qui peuvent être chassées seulement dans les Etats membres pour lesquelles elles sont mentionnées.
- Annexe III, partie 1 : espèces pour qui la vente, le transport pour la vente, la détention pour la vente ainsi que la mise en vente des oiseaux vivants et des oiseaux morts ainsi que de toute partie ou de tout produit obtenu à partir de l'oiseau ne sont pas interdits, pour autant que les oiseaux aient été licitement tués ou capturés ou autrement licitement acquis.
- Les États membres peuvent autoriser sur leur territoire, pour les espèces mentionnées à l'annexe III, partie 2, les activités décrites à l'annexe III/1 et à cet effet prévoir des limitations, pour autant que les oiseaux aient été licitement tués ou capturés ou autrement licitement acquis.

Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages.

- Annexe I : Types d'habitats naturels d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation.
- Annexe II : Espèces animales et végétales d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation.
- Annexe IV : Espèces animales et végétales d'intérêt communautaire qui nécessitent une protection stricte.
- Annexe V : Espèces animales et végétales d'intérêt communautaire dont le prélèvement dans la nature et l'exploitation sont susceptibles de faire l'objet de mesures de gestion.

Arrêté du 20 janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire. Lequel a été modifié à trois reprises : par l'arrêté du 31 août 1995, par celui du 14 décembre 2006 et par celui du 23 mai 2013.

Article 1

Afin de prévenir la disparition d'espèces végétales menacées et de permettre la conservation des biotopes correspondants, sont interdits, en tout temps et sur tout le territoire métropolitain, la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement, le colportage, l'utilisation, la mise en vente, la vente ou l'achat de tout ou partie des spécimens sauvages des espèces citées à l'annexe I du présent arrêté. Toutefois, les interdictions de destruction, de coupe, de mutilation et d'arrachage, ne sont pas applicables aux opérations d'exploitation courante des fonds ruraux sur les parcelles habituellement cultivées.

Article 2

Aux mêmes fins, il est interdit de détruire tout ou partie des spécimens sauvages présents sur le territoire national, à l'exception des parcelles habituellement cultivées, des espèces inscrites à l'annexe II du présent arrêté.

Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des Oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire.

Pour les espèces d'oiseaux citées à **l'article 3** de cet arrêté :

I. – Sont interdits sur tout le territoire métropolitain et en tout temps :

- la destruction intentionnelle ou l'enlèvement des oeufs et des nids ;
- la destruction, la mutilation intentionnelle, la capture ou l'enlèvement des oiseaux dans le milieu naturel ;
- la perturbation intentionnelle des oiseaux, notamment pendant la période de reproduction et de dépendance, pour autant que la perturbation remette en cause le bon accomplissement des cycles biologiques de l'espèce considérée.

II. – Sont interdites sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des animaux. Ces interdictions s'appliquent aux éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires à la reproduction ou au repos de l'espèce considérée, aussi longtemps qu'ils sont effectivement utilisés ou utilisables au cours des cycles successifs de reproduction ou de repos de cette espèce et pour autant que la destruction, l'altération ou la dégradation remette en cause le bon accomplissement de ces cycles biologiques.

III. – Sont interdits sur tout le territoire national et en tout temps la détention, le transport, la naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation commerciale ou non des spécimens d'oiseaux prélevés.

Arrêté du 23 avril 2007, modifié par l'arrêté du 15 septembre 2012, fixant la liste des Mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

Pour les espèces de Mammifères citées à **l'article 2** :

I. – Sont interdits sur tout le territoire métropolitain et en tout temps la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle des animaux dans le milieu naturel

II. – Sont interdites sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente, ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants, la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des animaux. Ces interdictions s'appliquent aux éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires à la reproduction ou au repos de l'espèce considérée, aussi longtemps qu'ils sont effectivement utilisés ou utilisables au cours des cycles successifs de reproduction ou de repos de cette espèce et pour autant que la destruction, l'altération ou la dégradation remette en cause le bon accomplissement de ces cycles biologiques.

III. – Sont interdits sur tout le territoire national et en tout temps la détention, le transport, la naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation commerciale ou non, des spécimens de mammifères prélevés.

Arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection.

Pour les espèces d'amphibiens et de reptiles inscrites à **l'article 2** de cet arrêté :

I. - Sont interdits, sur tout le territoire métropolitain et en tout temps : la destruction ou l'enlèvement des œufs et des nids, la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement des animaux ; la perturbation intentionnelle des animaux, pour autant que la perturbation remette en cause le bon accomplissement des cycles biologiques de l'espèce considérée.

II. - Sont interdites sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants, la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des animaux. Ces interdictions s'appliquent aux éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires à la reproduction ou au repos de l'espèce considérée, aussi longtemps qu'ils sont effectivement utilisés ou utilisables au cours des cycles successifs de reproduction ou de repos de cette espèce et pour autant que la destruction, l'altération ou la dégradation remette en cause le bon accomplissement de ces cycles biologiques.

III. - Sont interdits, sur tout le territoire national et en tout temps, la détention, le transport, la naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation, commerciale ou non, des spécimens prélevés.

Pour les espèces d'amphibiens et de reptiles inscrites à **l'article 3** de cet arrêté :

I. - Sont interdits, sur tout le territoire métropolitain et en tout temps, la destruction ou l'enlèvement des œufs et des nids, la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement des animaux ; ainsi que la perturbation intentionnelle des animaux, pour autant que la perturbation remette en cause le bon accomplissement des cycles biologiques de l'espèce considérée.

II. - Sont interdits, sur tout le territoire national et en tout temps, la détention, le transport, la naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation, commerciale ou non, des spécimens prélevés.

Pour les espèces de reptiles inscrites à **l'article 4** de cet arrêté :

I. - Est interdite, sur tout le territoire métropolitain et en tout temps, la mutilation des animaux.

II. - Sont interdits, sur tout le territoire national et en tout temps, la détention, le transport, la naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation, commerciale ou non, des spécimens prélevés.

Pour les espèces d'amphibiens figurant à l'**article 5** de cet arrêté :

I. - Est interdite, sur tout le territoire métropolitain et en tout temps, la mutilation des animaux.

II. - Sont interdits, sur tout le territoire national et en tout temps, la naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation, commerciale ou non, des spécimens prélevés.

Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des Insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

Pour les espèces d'Insectes citées à l'**article 2** :

I. - Sont interdits, sur tout le territoire métropolitain et en tout temps, la destruction ou l'enlèvement des œufs, des larves et des nymphes, la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle des animaux dans le milieu naturel.

II. - Sont interdites, sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des animaux. Ces interdictions s'appliquent aux éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires à la reproduction ou au repos de l'espèce considérée, aussi longtemps qu'ils sont effectivement utilisés ou utilisables au cours des cycles successifs de reproduction ou de repos de cette espèce et pour autant que la destruction, l'altération ou la dégradation remette en cause le bon accomplissement de ces cycles biologiques.

III. - Sont interdits, sur tout le territoire national et en tout temps, la détention, le transport, la naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation commerciale ou non, des spécimens prélevés.

Pour les espèces d'Insectes citées à l'**article 3** :

I. - Sont interdits, sur tout le territoire métropolitain et en tout temps, la destruction ou l'enlèvement des œufs, des larves et des nymphes, la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement des animaux.

II. - Sont interdits, sur tout le territoire national et en tout temps, la détention, le transport, la naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation, commerciale ou non, des spécimens prélevés.

Arrêté du 25 janvier 1993 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Pays de la Loire complétant la liste nationale.

Article 1

Afin de prévenir la disparition d'espèces végétales menacées et de permettre la conservation des biotopes correspondants, sont interdits, en tout temps, sur le territoire de la région Pays de la Loire, la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement, le colportage, l'utilisation, la mise en vente, la vente ou l'achat de tout ou partie des spécimens sauvages des espèces énumérées.

Toutefois, les interdictions de destruction, de coupe, de mutilation et d'arrachage ne sont pas applicables aux opérations d'exploitation courante des fonds ruraux sur les parcelles habituellement cultivées.